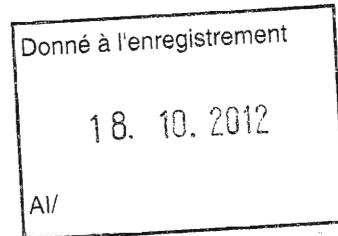




GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Représentation permanente auprès
de l'Union européenne



Réf: 4.4.31 – E04.04.310 - gw

HT 2807

22863

24 OCT. 2012 - 2012/1147

Bruxelles, le 11 octobre 2012

Concerne : Deuxième rapport sur la mise en œuvre de la décision de la Commission européenne du 28 novembre 2005 concernant les services d'intérêt économique général

Monsieur le Directeur général,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre n°059579 du 7 juin 2012 de Monsieur Gert-Jan Koopman, Directeur général adjoint, et de vous faire parvenir ci-joint le rapport sous rubrique.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur général, à l'assurance de ma haute considération.

Christian BRAUN
Ambassadeur Représentant Permanent

Monsieur Alexander ITALIANER
Directeur général
DG Concurrence
Commission européenne



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

***Deuxième rapport sur la mise en œuvre de la décision de la
Commission européenne du 28 novembre 2005 concernant
les services d'intérêt économique général
(des années 2009, 2010, 2011)***

(28 septembre 2012)

INTRODUCTION.....	1
I. Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur.....	2
II. Ministère du Logement.....	5
III. Ministère de la Santé	12
IV. Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Egalité des chances	16

INTRODUCTION

Le 28 novembre 2005, la Commission européenne a adopté une décision sur les services d'intérêt économique général (SIEG) dans le cadre du « paquet Altmark » (décision concernant l'application des dispositions de l'article 86, paragraphe 2 du traité instituant la Communauté européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général, ci-après la « Décision »).

En vertu de l'article 8 de la Décision, les États membres présentent tous les trois ans à la Commission européenne un rapport périodique sur la mise en œuvre de la Décision, comprenant une description détaillée des conditions d'application de celle-ci dans tous les secteurs, dont ceux du logement social et des hôpitaux.

Le Grand-Duché de Luxembourg est concerné dans quatre domaines par la Décision :

1. la compensation octroyée à l'Entreprise des Postes et Télécommunications pour le service de transport et de distribution postale de la presse quotidienne (Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur) ;
2. les participations financières octroyées au Fonds pour le développement du logement et de l'habitat (Ministère du Logement) ;
3. les compensations octroyées aux hôpitaux (Ministère de la Santé); et
4. les participations financières octroyées aux organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Égalité des chances).

Le rapport qui suit constitue le deuxième rapport à présenter en vertu de la Décision et a été élaboré conformément aux lignes directrices de la Commission européenne du 9 juillet 2008.

I. Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur

1. Mise en œuvre de la Décision

1.1 Mandat

Il convient de remarquer qu'au niveau de la description générale du mandat, du montant de la compensation, d'une éventuelle surcompensation et du contrôle et rapport annuel, il n'y a pas eu de changement par rapport aux informations fournies en 2009. Ainsi la présente note reprend largement le texte du rapport de 2009 et a été actualisée pour les statistiques 2008 à 2010.

Par sa décision du 6 avril 2007, le Gouvernement a érigé le transport et la distribution postale de la presse quotidienne en service d'intérêt économique général suivant les dispositions et orientations de l'Union européenne.

Par la même décision, le Gouvernement a confié l'exécution du transport et de la distribution de la presse quotidienne à l'Entreprise des Postes et Télécommunications (« EPT ») et a décidé de compenser le surcoût résultant de l'exécution de ce service.

L'EPT a été mandatée sur base d'une convention conclue entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'EPT de l'exécution du SIEG, signée le 25 avril 2007.

a. La nature et la durée des obligations de service public

Le SIEG vise le transport et la distribution postale de la presse quotidienne. La durée est fixée jusqu'au 31 décembre 2011.

b. L'entreprise et le territoire concerné

L'EPT est visée et le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

c. La nature des droits exclusifs

/

d. Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation

L'État prend en charge le surcoût engendré par le SIEG, en accordant, conformément à l'article 167-1 (6) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, une déduction fiscale à l'EPT.

Cette prise en charge est limitée au surcoût et à un montant maximal de 6.150.000 euros par an, adaptée en fonction d'éventuelles hausses légales des salaires. À partir du 1^{er} janvier 2010, la contribution de l'État sera dégressive et ne dépassera pas ce qui est nécessaire pour couvrir 2/3 du coût total occasionné par l'exécution du SIEG.

Le montant de la compensation est ajusté vers le bas en fonction de l'amélioration structurelle du réseau de transport et de distribution de la presse quotidienne.

La comptabilité analytique de l'EPT doit indiquer séparément les différents éléments du surcoût.

Les frais généraux ne peuvent pas dépasser 18% des coûts directs et la marge bénéficiaire est plafonnée à 5% de la somme de frais directs et des frais généraux.

L'EPT soumet à l'État chaque année pour le 1^{er} juillet au plus tard sa demande de prise en charge du surcoût lié au SIEG pour l'exercice écoulé. L'État peut faire vérifier à tout moment et par les moyens appropriés la véracité des informations comptables fournies par l'EPT à l'origine de ses demandes de prise en charge.

Chaque année, l'EPT fait vérifier mensuellement auprès des abonnés de la presse quotidienne et par un organisme de recensement indépendant, la réalisation des obligations de SIEG, notamment la distribution sur l'ensemble du territoire, à tous les abonnés et aux horaires prévus (avant 6.30 h le matin).

L'EPT doit soumettre avec sa demande un rapport détaillé avec notamment une ventilation détaillée des coûts et recettes.

La compensation pourra être revue à la baisse, si les objectifs du SIEG ne sont pas atteints.

À partir du 1^{er} juillet 2008, la convention peut aussi être résiliée par chacune des parties avec effet au 31 décembre de l'année qui suit la date de la demande de résiliation, et ce sans indemnité.

e. Les modalités de remboursement d'éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations

La convention conclue entre l'État et l'EPT prévoit l'obligation de tenir une comptabilité séparée pour chiffrer le surcoût et la possibilité pour le Gouvernement de faire vérifier la véracité des informations comptables fournies par l'EPT. La compensation ne sera accordée qu'après vérification détaillée des comptes de l'EPT et sera affectée sur l'exercice fiscal suivant l'année de la demande.

f. Décrire, pour chacun des éléments susmentionnés, les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus

L'EPT a dû s'engager à signer des contrats de presse avec tous les éditeurs de presse quotidienne formalisant les relations entre l'EPT et les éditeurs. Ces contrats sont communiqués à l'État.

L'EPT a dû s'engager à assurer le transport et la distribution de la presse quotidienne le jour de parution avant 6.30 h du matin sur l'ensemble du territoire du Grand-Duché de Luxembourg en respectant le niveau de qualité de service fixé par l'État dans la convention, par un niveau reflétant le pourcentage d'opinions favorables, obtenu conformément aux dispositions de la convention.

L'EPT a dû s'engager à veiller à la maîtrise et à la réduction des coûts liés à la réalisation de sa mission de transport et de distribution de la presse quotidienne.

1.2 Montant de la compensation

L'EPT est tenue par la convention de présenter une comptabilité analytique séparée et de spécifier séparément les différents éléments du surcoût, ceci afin d'éviter une subvention croisée.

L'EPT est aussi tenue par la convention, pour le calcul du surcoût, de prendre en compte au-delà des recettes touchées par l'EPT de la part des éditeurs de presse, en contrepartie du SIEG, toute autre recette directement ou indirectement, mais non exclusivement liée à ce SIEG, notamment les recettes liées au transport et à la distribution d'encarts publicitaires, de toutes boîtes ou de tout autre titre de presse non visé par le SIEG, pour autant que ces recettes résultent de services effectivement prestés par le réseau de transport et de distribution de la presse quotidienne.

L'EPT est tenue de présenter des informations détaillées de l'ensemble des coûts liés au SIEG, tels que salaires, les parts patronales de cotisations sociales, le coût de transport, le coût d'organisation, d'encadrement et de surveillance, les coûts de vérification et d'évaluation des performances, les frais généraux et la marge bénéficiaire.

1.3 Surcompensation

Les contrôles ont été effectués par les fonctionnaires de l'État, notamment du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur et du Ministère des Finances (Inspection des Finances). Les données présentées pour les exercices 2008, 2009 et 2010 ont été évaluées comme correctes et ne correspondent à aucune surcompensation.

1.4 Contrôle et rapport annuel

Les informations et analyses permettant d'apprécier et de justifier la prise en charge par l'État du financement du surcoût sont archivées pendant dix ans conformément aux dispositions communautaires.

2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG

Coûts compensés:

2008 : 6.588.458 €

2009 : 6.846.005 €

2010 : 7.017.156 €

II. Ministère du Logement

1. Mise en œuvre de la Décision

1.1. Mandat

a. La nature et la durée des obligations de service public

Par une loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (ci-après dénommée, dans cette partie du rapport, la « loi »), le législateur a institué un établissement public dénommé *Fonds pour le logement à coût modéré*. Depuis une modification légale de 2002, sa nouvelle dénomination est *Fonds pour le développement du logement et de l'habitat*. Il est communément appelé « *Fonds du logement* ».

Le Fonds du logement est un service social d'intérêt général, et plus particulièrement une institution dans le secteur du logement social. En effet, le législateur de 1979 a chargé cet établissement public d'une *mission d'intérêt général*: réaliser de sa propre initiative, en collaboration avec d'autres promoteurs, dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, toute opération relative à l'acquisition et à l'aménagement de terrains à bâtir ainsi qu'à la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location. Suite à une modification légale de 2002, le Fonds peut réaliser, dans le cadre du développement urbain et rural, toute opération de développement du logement et de l'habitat.

La loi ne prévoit, pour des raisons évidentes et vu l'ampleur du service d'intérêt général à réaliser, aucune durée fixe.

b. L'entreprise et le territoire concerné

Le Fonds du logement est visé. Depuis 1979, le Fonds du logement donne la priorité absolue à sa vocation première, qui est sociale. Par ses activités sociales, le Fonds a permis à un nombre considérable de personnes d'accéder à un logement décent et à prix modéré. Tous les bénéficiaires d'un logement du Fonds - qu'ils soient acquéreurs ou locataires - n'auraient pas pu réaliser leur rêve d'un logement propre sur le marché immobilier traditionnel.

Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

c. La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises

Aux termes de la loi, il y a deux sortes d'aides collectives au logement dont pourrait bénéficier le Fonds du logement pour la construction de logements à coût modéré:

- les participations financières de l'État pour la construction de logements à coût modéré destinés à la *vente*;
- les aides étatiques pour la construction de logements à coût modéré destinés à la *location*.

La loi prévoit aussi le bénéfice de telles aides aux autres promoteurs publics ou privés, si certaines conditions légales sont remplies.

De plus, le Fonds du logement est exempt de tous droits, taxes et impôts au profit de l'État et des communes, à l'exception des taxes rémunératoires.

d. Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation, et les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus

La loi et la réglementation sur l'aide au logement prévoient beaucoup de dispositions à cet égard.

1) Logements destinés à la vente

Concernant les aides étatiques aux logements destinés à la vente, la loi prévoit des conditions fondamentales qui doivent être réunies pour chaque projet de construction.

Ainsi, les participations de l'État ne sont notamment accordées que si *au moins 60% des acquéreurs* des logements répondent aux conditions d'octroi d'une prime de construction ou d'acquisition, c'est-à-dire obtiennent lors de l'acquisition du logement une aide individuelle au logement sous la forme d'une prime de construction ou d'une prime d'acquisition, liées à des conditions de revenu arrêtées par règlement grand-ducal.

Cette proportion d'au moins 60% des acquéreurs doit être respectée pendant une période d'*au moins 10 ans* (au moins 10 ans pour les appartements et au moins 20 ans pour les maisons unifamiliales) à partir de la date d'obtention de la prime de construction/d'acquisition, sinon le Fonds du logement doit rembourser l'intégralité des aides étatiques reçues.

Chaque projet de construction d'ensembles destiné à la vente doit comprendre au moins 10% de logements locatifs sociaux, pour favoriser la *mixité sociale*.

Le Fonds du logement veille à éviter la formation de « ghettos ». Pour agir en faveur de la *mixité sociale* en rassemblant des personnes de toutes les couches sociales, le législateur permet au Fonds du logement de vendre jusqu'à 40% de ses logements sur le marché immobilier privé: la mise en vente de certains biens immobiliers aux enchères publiques a permis et permet d'ailleurs toujours d'assurer au mieux cette mixité sociale chère aux responsables du Fonds du logement. Pour tous ces logements vendus, le Fonds du logement ne touche aucune aide étatique.

Toutes les ventes de logements réalisés par le Fonds du logement sont faites sous le régime du *droit d'emphytéose* ou du *droit de superficie*. Il ne s'agit donc pas de ventes au sens strict du terme, mais plutôt d'une sorte de location à long terme (99 ans). Dans chaque acte notarié de vente d'un logement réalisé par le Fonds du logement (acte intitulé « Droit d'emphytéose et vente » ou « Droit de superficie et vente »), le prix du logement indique également le montant précis de l'aide étatique.

Le montant de l'aide étatique accordée au Fonds du logement pour un logement donné d'un projet de construction est ainsi connu et peut être contrôlé très facilement (la loi impose que l'acte de vente indique le prix normal, la participation de l'État ainsi que le prix subventionné). De plus, le Fonds pratique une comptabilité transparente, basée sur des principes analytiques, avec une décomposition pour chaque projet.

Il y a donc une parfaite transparence financière du mécanisme d'aide, qui ne sert pas les besoins du Fonds du logement, mais exclusivement ceux des candidats à l'accession à la propriété, et la participation de l'État revient intégralement à l'accédant à la propriété.

2) Logements destinés à la location

Concernant les aides étatiques aux logements destinés à la location, le Fonds du logement peut obtenir une participation financière de l'État allant jusqu'à 70% du prix de construction.

Toutefois, en contrepartie des aides accordées par l'État, le Fonds du logement doit - comme tous les autres promoteurs obtenant ces aides - donner ces logements en location en respectant *toutes* les conditions prescrites par la réglementation applicable, à savoir le *règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement*, lequel prévoit des critères très stricts de sélection et où le prix du loyer pour de tels logements est fixé par le législateur: le loyer doit toujours être fonction du revenu disponible et de la composition du ménage occupant, ainsi que de la surface habitable du logement.

Vu les conditions strictes imposées pour l'octroi des aides étatiques, les promoteurs privés ne sont jusqu'à ce jour pas intéressés à créer n'importe quel logement locatif social.

La loi permet au Fonds du logement de désigner, après délibération de son comité-directeur, jusqu'à 25% des logements de son parc locatif qui de par leur qualité et/ou localisation exceptionnelles sont à louer conformément aux dispositions de la législation sur les baux à loyer. Pour ces logements loués aux conditions du marché locatif privé, le Fonds du logement n'obtient aucune participation financière de l'État.

3) Programme pluriannuel arrêtant le montant maximal des participations étatiques

Toutes les participations de l'État - aussi bien celles pour les promoteurs publics que celles pour les promoteurs privés - doivent être arrêtées dans le cadre d'un programme annuel ou pluriannuel, conformément à la loi.

Le programme actuellement en vigueur est le 9^e *Programme de construction d'ensembles de logements subventionnés*, arrêtés par les trois règlements grand-ducaux suivants: (a) le règlement grand-ducal du 24 mars 2010 arrêtant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État; (b) le règlement grand-ducal du 22 janvier 2011 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État, et (c) le règlement grand-ducal du 28 juin 2012 modifiant et complétant le 9^e programme de construction d'ensembles de logements subventionnés ainsi que les participations de l'État.

Conformément aux prescriptions de la loi, les aides étatiques à la construction d'ensembles sont versées aux promoteurs (publics ou privés) sous la *condition* qu'ils les bonifient *intégralement* aux acquéreurs éligibles. Par conséquent, le soutien étatique au logement social bénéficie donc intégralement aux personnes/consommateurs finaux ayant des revenus modérés cherchant à se loger.

e. Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations

La loi prévoit que les aides à la construction d'ensembles ne sont accordées qu'aux acquéreurs remplissant les conditions pour l'octroi des primes de construction conformément aux règles suivantes:

- les aides sont ventilées par parts égales entre tous les logements construits;
- elles ne sont allouées qu'aux acquéreurs éligibles suivant des barèmes à fixer par règlement grand-ducal et sont remboursables aux mêmes conditions et modalités que les primes de construction.

L'acquéreur et le promoteur sont tenus solidairement au remboursement des participations de l'État conformément aux dispositions des articles 1197 et suivants du Code civil, le promoteur étant autorisé de répéter contre l'acquéreur la totalité de la participation qu'il a dû rembourser à l'État.

En cas d'inobservation de la loi et/ou de dispositions du prédit règlement grand-ducal arrêtant le programme annuel ou pluriannuel, les participations de l'État sont *remboursables* au Trésor par le Fonds du logement - comme d'ailleurs par tout autre promoteur public ou privé se trouvant dans une situation analogue - au taux de l'intérêt légal en matière commerciale sans que celui-ci puisse s'en tenir indemne auprès des acquéreurs et locataires.

Depuis sa création en 1979, le Fonds du logement est placé sous la tutelle du membre du Gouvernement ayant le Logement dans ses attributions. Celui-ci surveille donc les activités du Fonds.

Conformément à l'article 65 de la loi, le Ministre du Logement peut à tout temps contrôler ou faire contrôler la gestion du Fonds.

De plus, certaines opérations sont soumises à son approbation expresse:

- les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits mobiliers et immobiliers du fonds, les baux emphytéotiques, les emprunts et les constitutions d'hypothèques, le partage des biens immobiliers indivis, si la valeur des biens excède la somme de 25.000 €;
- l'acquisition d'immeubles;
- le placement de la fortune du fonds;
- les budgets et comptes annuels;
- l'engagement du personnel.

Depuis sa création, le Fonds du logement veille à la parfaite maîtrise des coûts lors de ses réalisations immobilières.

1.2. Montant de la compensation

Le Fonds du logement tient une comptabilité séparée, avec une décomposition pour chaque projet, pour chiffrer notamment un éventuel surcoût et afin d'éviter toute subvention croisée. Le Gouvernement dispose de la possibilité de faire vérifier la véracité des informations comptables fournies par l'établissement public.

La gestion financière du Fonds est soumise au contrôle de la Cour des Comptes.

La présentation des budgets et comptes du Fonds est arrêtée, sur avis du Ministre des Finances, par le Ministre du Logement.

L'audit d'un réviseur d'entreprises indépendant fait partie intégrante des rapports et bilans annuels.

Les crédits budgétaires pouvant être alloués en relation avec les aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés (dont celles accordées au Fonds du logement) sont limités. Le montant de ces crédits est prévu chaque année dans le cadre de la loi budgétaire.

1.3. Surcompensation

Les contrôles relatifs aux aides étatiques susmentionnées sont effectués par les fonctionnaires de l'État, notamment du Ministère du Logement (Service des Aides au Logement, Service « Comptabilité » et Service « Aides à la construction d'ensembles ») et du Ministère des Finances.

Les données présentées pour les derniers exercices ont été évaluées comme correctes.

1.4. Contrôle et rapport annuel

Les informations et éléments permettant à la Commission européenne d'établir la conformité de la Décision avec des compensations accordées au SIEG sont archivées pendant au moins dix ans, conformément aux dispositions communautaires.

2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG

Des informations sur les activités du SIEG dans le domaine social (Fonds du logement), sur le Ministère du Logement et les aides aux promoteurs peuvent p.ex. être obtenues sur les sites internet suivants:

www.logement.lu

www.fondsdulogement.lu

3. Divers

Pour que le secteur du logement social puisse se mouvoir dans un contexte urbain et de durabilité des constructions, le Fonds du logement essaie d'intégrer dans ses grands projets de construction une *mixité des fonctions urbaines*, c'est-à-dire en prévoyant lors de la construction de complexes immobiliers également la réalisation de quelques commerces et services de proximité. Pour de telles réalisations, le Fonds du logement n'obtient évidemment aucun subventionnement de la part de l'État.

Pour des raisons évidentes, la mission du Fonds du logement doit englober la rénovation urbaine et la dimension humaine: la planification optimale du développement urbain, la réhabilitation d'anciens quartiers urbains, le maintien des animations sociales, la préservation des fonctions économiques locales, la sauvegarde d'un important patrimoine culturel, la création d'espaces conviviaux (des aires de jeux pour les enfants, des surfaces vertes, etc.) et de structures publiques (des crèches, des commissariats (de police) de proximité, des écoles, etc.), afin de permettre la création de quartiers mixtes sur le plan social, et de répondre aux besoins premiers de leurs habitants.

Toutes ces valeurs et tous ces objectifs se retrouvent codifiés, explicités et dûment chiffrés dans les rapports annuels et bilans que le Fonds du logement publie et met à la disposition des autorités compétentes.

De plus, si le Fonds du logement veut construire dans certains quartiers/régions, la partie écrite du plan d'aménagement général (PAG) de grandes communes du Grand-Duché de Luxembourg (comme, par exemple, la Ville de Luxembourg) prévoit notamment l'obligation pour le promoteur immobilier - qu'il soit public (comme le Fonds du logement) ou privé - de prévoir la réalisation d'un certain nombre de commerces de proximité. Si le Fonds du logement ne marque pas son accord avec une telle contrainte, il n'obtiendra aucune autorisation à bâtir (dont la délivrance est toujours de la compétence du bourgmestre de la commune concernée) pour son projet de construction. Il est sous-entendu que dans une pareille hypothèse, le Fonds du logement n'obtient aucune participation étatique pour ces réalisations « imposées ».

Possibilité pour les promoteurs privés d'obtenir des aides étatiques

Des aides à la construction d'ensembles de logements subventionnés destinés à la vente peuvent également être accordées aux promoteurs privés.

L'article 15 de la loi prévoit clairement que l'État est autorisé à « favoriser par des participations financières l'initiative de promoteurs publics ou *privés* en vue de l'acquisition et de l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que de la construction de logements à coût modéré destinés à la vente ou à la location ».

Il est évident que *toutes* les conditions à respecter par les promoteurs publics pour l'obtention des aides collectives au logement prévues par la loi de 1979 doivent également être remplies par les promoteurs privés qui y sont intéressés.

Dans sa réponse à une question parlementaire du député M. Jacques-Yves Henckes posée en date du 22 janvier 2008, le Ministre du Logement a une nouvelle fois rappelé qu'un promoteur privé peut obtenir des aides étatiques au logement s'il réalise des logements sociaux, et s'il accepte de respecter toutes les conditions légales imposées par la loi, applicables aux promoteurs publics et aux promoteurs privés.

L'exemple du promoteur privé SOCIMMO S.A., qui a bénéficié d'aides collectives au logement il y a environ 20 ans, est malheureusement resté unique. Le Gouvernement luxembourgeois, et notamment le Ministre du Logement, serait très content si d'autres promoteurs privés suivaient l'exemple de la société SOCIMMO S.A. Il semble que malgré de nombreuses aides collectives au logement dont pourrait également bénéficier le promoteur privé, celui-ci n'y soit guère intéressé, à cause des conditions légales imposées aux promoteurs pour bénéficier de telles aides étatiques, et probablement à cause d'un trop faible rendement par rapport à d'autres formes d'investissements immobiliers.

III. Ministère de la Santé

1. Mise en œuvre de la Décision

1.1. Mandat

La loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers stipule que les établissements hospitaliers ont pour mission de prêter dans leur domaine d'activité les soins stationnaires et ambulatoires, utiles, nécessaires et de qualité adaptée aux besoins de santé des patients qui font appel à leurs services.

Cette loi fixe les détails relatifs à la création et l'extension de tout établissement hospitalier ou de tout service d'un établissement hospitalier par le Ministre de la Santé.

Le Ministre de la Santé assure la coordination de tous les établissements hospitaliers.

Le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009 détermine les missions et la composition minimales des structures d'évaluation et d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

Il vise à coordonner dans l'intérêt de la santé publique l'évolution du système hospitalier en fonction des besoins sanitaires prévisibles du pays, de l'exigence d'assurer un accès équitable à une prise en charge de qualité conforme aux acquis de la science, tout en tenant compte des contraintes découlant d'un fonctionnement efficient.

Aux fins de la coordination du système hospitalier national, le règlement détermine:

- la composition géographique des trois régions hospitalières ;
- les catégories et les critères de classification des établissements hospitaliers ;
- les besoins sanitaires du pays en termes de lits d'hospitalisation ;
- les services hospitaliers pouvant faire partie des établissements hospitaliers ;
- la liste des équipements et appareils soumis à une planification nationale.

Le plan hospitalier détermine aussi les missions et la composition minimales des structures d'évaluation d'assurance qualité des prestations hospitalières et les modalités de coordination nationale de ces structures.

a) La nature et la durée des obligations de service public

La nature et la durée des obligations de service public sont fixées par les textes précités. Les dispositions du plan hospitalier resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou remplacé par un nouveau règlement grand-ducal.

b) Les entreprises et le territoire concernés

Tous les établissements hospitaliers mandatés sont repris à l'annexe 1 du plan hospitalier.

Région hospitalière du Sud (RH Sud)	
Centre hospitalier régional (CHR)	
CHEM	Centre Hospitalier Emile Mayrisch
Hôpital de proximité (HP)	
CSM	Clinique Ste. Marie
Région hospitalière du Centre (RH Centre)	
Centres hospitaliers régionaux (CHR)	
CHL	Centre Hospitalier de Luxembourg
HK/Bohler	Hôpital Kirchberg / Clinique Privée Dr E. Bohler
Hôpital général (HP)	
Zitha	ZithaKlinik
Région hospitalière du Nord (RH Nord)	
Centre hospitalier régional (CHR)	
CHN	Centre Hospitalier du Nord (après fusion HSL/CSJ)
Hôpital général (HG)	
HSL	Hôpital St. Louis (avant fusion HSL/CSJ)
Hôpital de proximité (HP)	
CSJ	Clinique St. Joseph (avant fusion HSL/CSJ)
Établissements spécialisés	
Établissements de soins aigus à service national	
INCCI	Institut National de Chirurgie Cardiaque et de Cardiologie Interventionnelle
CFB	Centre National de Radiothérapie François Baclesse
Établissements de moyen séjour à service national	
CNRFR	Centre National de Rééducation Fonctionnelle et de Réadaptation
CHNP	Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique
Autres établissements de moyen séjour	
HIS	Hôpital intercommunal Steinfort
Établissements de cures thermales et de convalescence	
CTH	Centre thermal et de santé de Mondorf
CCEM	Centre de Convalescence Émile Mayrisch

(Annexe 1 – Tableau de classification des établissements hospitaliers)

Le territoire concerné est celui du Grand-Duché de Luxembourg.

c) La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuels octroyés à l'entreprise

Les droits exclusifs octroyés aux établissements hospitaliers sont décrits par loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers ainsi que le plan hospitalier établi par le règlement grand-ducal du 13 mars 2009.

d) Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation

Les établissements hospitaliers peuvent être considérés comme fournisseurs de service d'intérêt général pour ce qui est du volet de la prestation des services de soins. Pour ce faire, les infrastructures nécessaires pour assurer la prestation de soins médicaux leur sont mises à disposition.

Toutes les infrastructures hospitalières dont ont besoin les entreprises énumérées ci-dessus sont financées à raison de 80% par l'État luxembourgeois par le biais de son Fonds des Investissements Hospitaliers et à raison de 20% par la Caisse Nationale de Santé (CNS). Chaque intervention financière fait l'objet d'une convention de financement entre l'État et le gestionnaire de l'établissement hospitalier respectif.

Les frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers (hors les prestations des médecins, mais y compris le personnel soignant) sont couverts par la CNS et font l'objet d'une convention de financement.

Cependant, pour ce qui est de la prestation des soins médicaux, il y a lieu d'indiquer que le principe de l'exercice de la médecine libérale est d'application au Grand-Duché de Luxembourg. Chaque médecin en possession d'une autorisation d'exercer la profession est lié par une convention avec la CNS. Le patient choisit librement son médecin (soins stationnaires et soins ambulatoires) et la CNS prend en charge les honoraires médicaux de ses assurés. C'est le médecin libéral qui est rémunéré pour l'acte presté par l'assureur du patient.

e) Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations

Aucune surcompensation n'est versée aux hôpitaux.

1.2. Montant de la compensation

Pour ce qui est du financement des infrastructures, l'État procède, sur la base de décomptes validés par les réviseurs des hôpitaux, son propre expert ainsi que par la Direction du Contrôle financier de l'État, au remboursement de tous les coûts liés à la mise en place et à la mise à niveau des infrastructures hospitalières.

Pour ce qui est des frais d'exploitation et de fonctionnement des établissements hospitaliers, la CNS détermine le montant accordé et procède au contrôle des décomptes présentés par les hôpitaux.

1.3. Surcompensation

L'État et la CNS ont mis en place un système de suivi et de contrôle des montants accordés - aucune surcompensation n'est accordée.

1.4. Contrôle et rapport annuel

La procédure budgétaire et comptable de l'État ainsi que les dispositions mises en place par la CNS tiennent compte des exigences en matière de conservation des pièces.

2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG

Coûts compensés:

1. Infrastructures par le biais du Fonds spécial pour les investissements hospitaliers (part de l'État)

2009 :	55.1 mio €
2010 :	44.5 mio €
2011 :	43.8 mio €

2. Frais de fonctionnement et d'exploitation des hôpitaux pris en charge par la CNS (y compris les frais d'amortissement relatifs à la prise en charge des 20% des infrastructures par la CNS, hors honoraires médecins libéraux)

2009 :	671.8 mio. €
2010 :	684.9 mio. €
2011 :	728.0 mio. €

Total 1+2 :

2009 :	726.9 mio. €
2010 :	729.4 mio. €
2011 :	771.8 mio. €

IV. Ministère de la Famille et de l'Intégration et Ministère de l'Égalité des chances

Cette partie du rapport a trait aux participations financières qui peuvent être accordées à certains services sociaux. Il convient de rappeler qu'à l'échelon national, il n'y a pas de définition du service social d'intérêt général ou du service social en général.

Outil juridique: loi/convention

Cette partie du rapport reprend les indications fournies dans le premier rapport étant donné que le cadre légal et conventionnel de la participation financière de l'État sont toujours la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique, dite loi « ASFT », les conditions générales régissant les conventions ASFT, ainsi que les conventions sectorielles.

1) Loi

Certains domaines pouvant intéresser le questionnaire de la Commission européenne semblent être réglés par la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans le domaine social, familial et thérapeutique, dite loi « ASFT ». Cette loi soumet à un agrément gouvernemental l'exercice, contre rémunération, de certaines activités dans les domaines social, familial et thérapeutique, à savoir :

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément,
- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle,

À côté de la loi ASFT, différents textes, dont notamment la loi du 12 septembre 2003 sur le revenu des personnes handicapées, la loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de Solidarité à participer aux prix de certaines prestations fournies, la loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse, la loi du 11 novembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg et le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le « chèque-service accueil » visent l'accessibilité économique des usagers aux dispositifs.

La loi ASFT se réfère à des « besoins effectifs constatés par le Gouvernement en conseil » et, par son biais, le législateur luxembourgeois a voulu :

- conférer un cadre légal aux relations entre l'État et les organismes de droit privé et de droit public œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,
- garantir la qualité des dispositifs mis en œuvre,
- assurer une protection maximale des usagers des services concernés par l'introduction de l'outil « agrément ».

Ainsi, en application de l'article 2 de la loi ASFT, toute personne qui entend entreprendre ou exercer une activité soumise à la loi doit disposer d'un agrément. Pour obtenir cet agrément elle doit :

- remplir la condition d'honorabilité, tant dans le chef de la personne physique ou des membres des organes dirigeants de la personne morale responsable de la gestion des activités exercées que dans le chef du personnel dirigeant ou d'encadrement,
- disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes minima de salubrité et de sécurité qu'aux besoins des usagers,
- disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers,
- présenter la situation financière et un budget prévisionnel, à l'exception des requérants de droit public qui y sont obligés par une autre disposition légale ou réglementaire,
- garantir que les activités soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'utilisateur de service ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.

En cas d'accueil ou d'hébergement de jour et/ou de nuit, les droits et obligations doivent en outre faire l'objet d'un « contrat » par écrit (article 10 de la loi ASFT).

2) Convention

L'outil « convention » qui en application de l'article 11 de la loi ASFT lie celui qui exerce les activités visées par cette loi ainsi que l'État reflète le modèle luxembourgeois de coopération entre le secteur privé et les autorités publiques. Ce modèle repose sur les deux principes de base suivants :

- l'initiative et l'exécution du projet reviennent à l'organisme gestionnaire sur base du principe de subsidiarité,
- sur base des conditions fixées par la loi pour l'exercice d'une telle activité l'État, s'il approuve l'initiative peut participer au financement de l'initiative.

La participation financière de l'utilisateur est souvent en fonction de la situation familiale et financière de l'utilisateur.

Divers règlements grand-ducaux pris en exécution de la loi ASFT précisent les activités visées par la loi, les conditions prévues à son article 2 et les modalités de contrôle de ces conditions.

Il convient de rappeler que le gouvernement luxembourgeois est d'avis qu'une large partie des activités visées par la loi ASFT n'est pas à considérer comme activité économique au sens du droit communautaire et échappe au champ d'application de la Décision.

La présente partie du rapport énumère l'ensemble des services visés par la loi ASFT et qui peuvent bénéficier d'une convention. Par conséquent, il dépasse le champ d'application de la Décision, car il contient aussi bien des renseignements sur le financement de services (sociaux) pouvant être qualifiés de services non économiques que de SIEG.

1. Mise en œuvre de la Décision

Ce rapport se réfère aux conditions auxquelles les services gestionnaires du Ministère de la Famille et de l'Intégration sont soumis pour pouvoir bénéficier d'une participation financière conformément aux dispositions de la loi ASFT.

1.1. Mandat

a. La nature et la durée des obligations de service public

○ **Cadre légal**

- Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutiques (cf. articles 1^{er}, 11, 12 et 13). L'agrément prévu par ladite loi ASFT est obligatoire pour tout prestataire d'une activité prévue par l'article 1^{er} de la loi ASFT, indépendamment du fait qu'il bénéficie d'une participation financière.

○ **Cadre conventionnel**

- Conditions générales régissant les conventions

« Les conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour une durée de 3 ans » sont conclues par tous les bénéficiaires d'une participation financière au sens de la loi ASFT et signataires d'une convention individuelle.

Ils contiennent des dispositions générales concernant les engagements respectifs des parties, à savoir :

- les prestations à fournir par l'organisme gestionnaire (le type d'activité exercée par le gestionnaire, la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission, le volume des prestations à fournir),
- la qualité des prestations à fournir » ainsi que le concept d'action général (CAG) à élaborer par les organismes gestionnaires. Ce concept général « définit les standards de qualité ainsi qu'un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies »,
- le type de participation financière de l'État (participation financière par couverture du déficit, par unité de prestation, forfaitaire ou par projet, mixte),
- les modalités de gestion financière (participation financière des usagers, dons, legs et intérêts, participation financière de l'État, etc.),
- les modalités de coopération entre les parties contractantes,
- les moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'État,

- comptabilité du bénéficiaire,
- les procédures.

- Conventions sectorielles individuelles

Chaque bénéficiaire d'une participation financière au sens de la loi ASFT doit conclure avec l'État une convention individuelle. Cette convention est conclue pour la durée d'une année et elle est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation anticipée. Il s'agit de conventions types par secteurs d'activités. (cf. « Conventions existantes »)

Les conventions sectorielles individuelles définissent de manière détaillée les obligations respectives de l'organisme bénéficiaire et de l'État et fixent l'enveloppe budgétaire annuelle pour chaque service.

b. L'entreprise et le territoire concernés

Des conventions individuelles sont conclues pour les secteurs d'activités suivants :

1. Famille, Enfance et Jeunesse:

- Centres de consultation et d'information familiale
- Services d'aide, d'assistance socio-familiale et services d'adoption
- Centres d'accueil pour jeunes
- Internats socio-familiaux
- Services de placement familial
- Garderies
- Crèches et foyers de jour pour enfants conventionnés
- Crèches communales conventionnées
- Centres d'accompagnement en milieu ouvert (aide socio-éducative en milieu ouvert)
- Accueil socio-éducatif, orthopédagogique et psychothérapeutique de mineurs en détresse
- Aide familiale en milieu ouvert
- Maisons relais pour enfants (asbl)
- Maisons relais pour enfants (communes)
- Services pour jeunes

2. Solidarité:

- Centres d'accueil pour adultes
- Centres médico-sociaux
- Initiatives de travail social communautaire

3. Personnes Âgées

- Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Club Senior)
- Appel-assistance externe
- Activité senior

4. Personnes handicapées

- Services d'aide précoce
- Services d'activités de jour
- Services d'hébergement
- Services d'assistance à domicile
- Services de formation
- Services d'information, de consultation et de rencontre

5. Services pour femmes, filles et femmes avec enfants

Ces services accueillent des femmes, filles et femmes avec enfants qui sont victimes de violence domestique ou qui sont dans une situation de détresse. Le plan d'action national d'égalité entre les femmes et les hommes a formulé les objectifs politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, notamment dans les domaines des structures d'accueil et de la violence domestique. Par ailleurs, les auteurs de violence domestique sont pris en charge par un centre de consultation.

- Centre d'accueil classique
- Services de logements encadrés
- Services de logement en milieu ouvert
- Garderies internes
- Foyers d'accueil et de dépannage
- Centres de consultation
- Centres de réinsertion et d'insertion
- Service d'assistance aux victimes de violence domestique

c. *La nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuellement octroyés aux entreprises*

/

d. *Les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de la compensation*

- Les paramètres de calcul sont fixés dans les conventions individuelles suivant les principes fixés par les conditions générales. (cf. chapitre 3 des conditions générales: « Modalités de gestion financière »)
- Le contrôle et la révision de la compensation sont effectués par les décomptes annuels. (cf. chapitre 3.5 « Décomptes » des conditions générales)

S'y ajoute que la « Commission d'Harmonisation »¹ prévue par l'article 14 de la loi ASFT a pour mission d'analyser et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés.

e. Les modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations

Les modalités de remboursement sont fixées par les conditions générales. (cf. chapitre 3.6. « Autres dispositions financières » des conditions générales)

f. Décrire pour chacun des éléments susmentionnés, les efforts déployés pour satisfaire aux exigences du mandat et les résultats obtenus

La convention ASFT fixe au préalable les conditions des gestionnaires. (cf. chapitre 2.1.2 « Qualité des prestations à fournir », chapitre 4 « Modalités de coopération entre les parties contractantes » et chapitre 5 « Moyens d'information, de contrôle et de sanction de l'état » des conditions générales).

1.2. Montant de la compensation

○ Plan comptable uniforme:

Le Gouvernement a élaboré, sur base d'un plan comptable applicable par les sociétés commerciales, un plan comptable harmonisé dont l'application sera rendue obligatoire pour toutes les associations et fondations cofinancées par l'État et dont la totalité des charges dépasse 50.000 €.

○ **Autres dispositions financières:**

(cf. chapitre 3.6 « Autres dispositions financières » des conditions générales)

1.3. Surcompensation

(cf. chapitre 3.4 « Avances » des conditions générales)

1.4. Contrôle et rapports annuels

Les pièces sont gardées pendant au moins 10 années.

¹ Art. 15 al. 1 : « La commission se compose de 20 membres effectifs et de 20 membres suppléants, dont 10 membres représentant l'État et 10 membres représentant les personnes physiques et morales ayant signé une convention avec l'État conformément aux dispositions de l'article 11. »

2. Portée et utilisation des informations statistiques concernant les SIEG

Le montant des aides accordées aux SIEG au cours des exercices 2009 à 2011

Il est rappelé qu'à l'échelon national il n'existe pas de définition de service social d'intérêt général ou de service social en général. Les chiffres y indiqués peuvent concerner à la fois des montants accordés à des services (sociaux) d'intérêt économique général et à des services (sociaux) non économiques d'intérêt général.

- « Décomptes 2009 et conventions/budget 2011 ». Le document en annexe indique la participation de l'État sur base des conventions prévues aux articles 11 et 12 de la loi ASFT (annexe 2 a).
- « Statistiques Infrastructures 2009 et 2011 » (annexe 2 b)

2a) Décomptes 2009 et 2010 et budget du Ministère de la Famille et de l'Intégration et du Ministère de l'Égalité des chances

Services	décompte 2009	décompte 2010	conventions / budget 2011
Enfance, jeunesse et famille			
sous-total	141.463.664	163.322.496	198.400.074
Solidarité			
sous-total	13.827.790	14.173.363	11.948.155
Personnes handicapées			
sous-total	33.236.751	40.005.583	45.258.040
Personnes âgées			
sous-total	5.949.099	6.133.312	6.567.813
Étrangers			
sous-total	1.117.043	1.365.444	1.469.326
Femmes			
sous-total	8.328.805	8.781.147	9.191.447
TOTAL	203.923.152	233.781.345	272.834.855

(EUR)

2b) Statistiques Infrastructures 2009, 2010 et 2011

	2009	2010	2011
Programme des dépenses			
1) Ministère de la Famille et de l'Intégration			
Construction, extension, modernisation, aménagement, équipement, études, analyses et plans dans l'intérêt des:			
a) infrastructures pour enfants, jeunes, adultes	5.268.956	6.798.744	4.173.704
b) infrastructures pour immigrés et réfugiés	915.504	1.016.847	1.301.924
c) personnes handicapées	9.482.892	12.803.783	10.805.581
d) infrastructures pour le troisième âge	41.726.572	62.332.593	58.162.217
e) maisons relais	13.122.643	17.046.184	15.868.798
f) jeunesse	2.614.951	2.945.719	3.563.548
2) Ministère de l'Égalité des chances	410.937	597.734	111.679
TOTAL	73.542.455	103.541.604	93.987.451

(EUR)

Annexes - Ministère de la Famille et de l'Intégration
--

- Loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de Solidarité à participer aux prix de certaines prestations fournies
- Loi du 12 septembre 2003 sur le revenu des personnes handicapées
- Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse
- Loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg
- Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (ASFT)
- Conditions générales régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009
- Règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le « chèque-service accueil »

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION**A — N° 70****11 mai 2004****Sommaire****ACCUEIL GERONTOLOGIQUE**

Loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit page 1058

Loi du 30 avril 2004 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 19 février 2004 et celle du Conseil d'Etat du 2 mars 2004 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. - Il est institué au profit des personnes visées à l'article 2 un droit à un complément aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil, appelé par la suite le complément.

Ce complément, qui est défini à l'article 3, est dû dans la mesure où les dépenses ne peuvent pas être couvertes par les ressources personnelles du bénéficiaire.

Art. 2. - Peuvent prétendre au complément:

- 1° les personnes admises à durée indéterminée dans les centres intégrés pour personnes âgées, les maisons de soins, ou les autres établissements médico-sociaux assurant un accueil de jour et de nuit dûment agréés conformément à la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;
- 2° les personnes séjournant dans un hôpital et considérées comme cas de simple hébergement au sens de l'article 17 du code des assurances sociales.

Art. 3. - Sont concernées par la présente loi toutes les prestations de l'accueil qui ne sont pas couvertes par les prestations des assurances sociales.

Un règlement grand-ducal détermine les prestations obligatoires dans le cadre de l'accueil dont le coût est compris de manière forfaitaire dans le prix de base mensuel que le gestionnaire de l'établissement ou du centre d'accueil est en droit de mettre en compte.

Art. 4. - Le complément est versé par le Fonds national de solidarité.

Le montant du complément est déterminé en fonction:

- a) des ressources personnelles du bénéficiaire de l'accueil, déterminées conformément aux articles 6 à 10;
- b) d'un montant mensuel immunisé sur les ressources du bénéficiaire, destiné à couvrir ses besoins personnels;
- c) d'un montant qui représente le prix de base mensuel des prestations de l'accueil, ci-après appelé montant minimum mensuel de référence.

Le montant indiqué sous b) est fixé par règlement grand-ducal.

Art. 5. - Le montant minimum mensuel de référence servant de base de calcul à la fixation du montant mensuel maximum du coût des prestations fournies dans le cadre de l'accueil pris en compte en vue de la participation du Fonds national de solidarité est fixé à 248,48 euros par pensionnaire.

Il est identique pour le pensionnaire qui, avec une autre personne, partage deux chambres communicantes.

Il est fixé à 215 euros par pensionnaire dans le cas où deux personnes partagent une seule chambre.

Art. 6. - Sont considérés comme ressources personnelles, au sens de l'article 1^{er} ci-avant, l'ensemble des revenus annuels dont le bénéficiaire seul ou avec son époux dispose, déduction faite des impôts et des éléments qui, selon les dispositions de la loi concernant l'impôt sur le revenu, sont mis en compte pour la détermination du revenu imposable.

Sont notamment à prendre en compte, comme ressources personnelles:

- le revenu provenant d'une activité professionnelle quelconque;
- les revenus de biens mobiliers et immobiliers;
- les rentes et pensions et tous les autres revenus de remplacement dus au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère;
- les allocations, prestations ou secours touchés de la part d'un organisme public ou privé;
- les pensions alimentaires dues en vertu de l'article 10.

Lorsqu'il existe à un autre titre une prise en charge d'une partie du prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil par un organisme ou une institution sociale, cette partie est considérée comme revenu.

Le revenu est diminué du montant effectivement presté en vertu d'une obligation alimentaire à laquelle le requérant est tenu envers une personne ayant vécu avec lui dans une même communauté domestique.

Le revenu mensuel est obtenu en divisant par douze le montant total des revenus obtenus à la suite de l'application des alinéas qui précèdent.

Art. 7.- Sont également à considérer comme ressources personnelles au sens de l'article 1^{er} et à utiliser pour le paiement du prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil, prioritairement avant toute autre prise en charge par le Fonds national de solidarité:

- a) l'argent comptant, les avoirs en compte et, d'une façon générale, tous les moyens de paiement selon leur valeur nominale;
- b) les actions, les parts de société, les obligations selon leur valeur boursière;
- c) les objets de luxe ou d'art, les collections, selon leur valeur vénale;
- d) le gros bétail selon sa valeur marchande;
- e) en général, tous les autres biens meubles, selon leur valeur vénale.

Les éléments énumérés ci-avant ne sont pris en compte que pour la part qui dépasse le montant de 2.500 euros.

Art. 8.- (1) Dans la mesure où des biens immobiliers qui appartiennent en tout ou en partie au bénéficiaire, et qui sont situés au Grand-Duché de Luxembourg, ne peuvent pas servir à couvrir le prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil, le Fonds national de solidarité ne tient pas compte de leur valeur pour la détermination des ressources visées à l'article 7, sauf les revenus qui en proviennent.

Dans ce cas, l'article 17 est applicable.

(2) La valeur vénale de la fortune immobilière, située au Grand-Duché de Luxembourg, est déterminée comme suit:

- a) les valeurs unitaires telles qu'elles sont fixées par l'Administration des contributions pour la fixation de l'impôt sur la fortune des terrains agricoles et forestiers sont multipliées par le coefficient 60;
- b) les valeurs unitaires telles qu'elles sont fixées par l'Administration des contributions pour la fixation de l'impôt sur la fortune de tous les immeubles qui ne sont pas visés sous a) ci-avant sont multipliées par le coefficient 100.

Si le requérant conteste la valeur ainsi déterminée, celle-ci est évaluée par voie d'expertise.

Les coefficients retenus au premier alinéa du présent paragraphe sont adaptés tous les cinq ans par règlement grand-ducal.

Art. 9.- (1) Les ressources provenant d'immeubles qui appartiennent au bénéficiaire et qui sont situés en dehors du territoire du Grand-Duché se déterminent par conversion en rente viagère immédiate de la valeur vénale des immeubles à l'aide de multiplicateurs arrêtés par règlement grand-ducal.

(2) Le bénéficiaire qui est propriétaire d'un ou de plusieurs immeubles situés en dehors du territoire du Grand-Duché doit produire une attestation, établie par un organisme public compétent permettant soit d'appliquer les critères du paragraphe 2 de l'article 8, soit d'établir la valeur de la fortune immobilière en question.

S'il est incapable de produire une telle attestation, le Fonds national de solidarité évalue la valeur de la fortune immobilière en fonction des éléments d'appréciation dont il dispose.

(3) Le Fonds national de solidarité peut, le cas échéant, demander au bénéficiaire propriétaire de biens mobiliers ou immobiliers situés en dehors du territoire du Grand-Duché de vendre ces biens et d'utiliser le produit de la vente en vue de couvrir le prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil.

En cas de refus, le Fonds peut refuser le complément.

Art. 10.- (1) Pour l'appréciation des ressources, il est tenu compte des aides alimentaires instituées par les articles 203, 212, 214, 267bis, 268, 277, 300 du code civil.

(2) Si l'aide alimentaire n'est pas fixée par le juge ou si les débiteurs d'aliments ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leur dette alimentaire, le créancier d'aliments est tenu, dès que le Fonds national de solidarité l'y invite par lettre recommandée, de faire valoir ses droits en vertu des dispositions précitées dans un délai de six mois.

(3) Si le créancier d'aliments refuse de faire valoir ses droits contre le débiteur ou renonce à poursuivre les démarches entreprises, le Fonds fixe, conformément aux principes de l'article 208 du code civil, l'aide alimentaire à un montant approprié qui est compté comme revenu du débiteur.

(4) Si le créancier d'aliments a personnellement utilisé les possibilités légales de réclamer les aliments selon la législation luxembourgeoise ou étrangère et si les débiteurs d'une obligation alimentaire, tout en étant solvables d'après les constatations du Fonds faites dans le cadre du présent article, ne s'acquittent qu'imparfaitement ou manquent de s'acquitter de leurs dettes alimentaires, le Fonds peut, en lieu et place du créancier et selon les règles de compétence et de procédure qui sont applicables à l'action de celui-ci, agir en justice pour la fixation, la révision et le recouvrement de la créance d'aliments.

Cette action peut porter sur la période écoulée et remonter dans ses effets à la date à laquelle le Fonds a invité par lettre recommandée les débiteurs d'aliments à s'acquitter de leur obligation.

Les transactions sur les pensions alimentaires ou renonciations à des aliments contenues dans des conventions de divorce par consentement mutuel ne sont pas opposables au Fonds.

Le versement de la dette alimentaire, fixée en vertu d'une action judiciaire intentée par le Fonds en vertu des alinéas qui précèdent, est effectué entre les mains du Fonds.

Le complément pour compte de l'intéressé ne doit en aucun cas être inférieur aux aliments touchés en son lieu et place par le Fonds.

Art. 11.- (1) Le Fonds national de solidarité instruit les demandes et il détermine les pièces à fournir par le requérant. L'instruction comporte, le cas échéant, une enquête sociale pouvant être effectuée au domicile du requérant.

(2) Les décisions d'octroi ou de refus du complément sont notifiées au requérant au plus tard dans les trois mois qui suivent la date où toutes les pièces demandées ont été fournies.

(3) La notification détermine notamment le montant et le début du complément et fait état des éléments de revenu et de fortune ayant été pris en considération.

(4) Le complément est versé aux établissements et centres énumérés à l'article 2 ayant fourni des prestations au requérant.

Art. 12.- Si l'un des époux d'un couple est admis dans un des établissements ou centres énumérés à l'article 2 précité, le Fonds national de solidarité évalue les ressources personnelles du bénéficiaire de l'accueil de sorte à ce que l'autre conjoint bénéficie au moins des mêmes avantages que le bénéficiaire de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Si le conjoint du pensionnaire d'un des établissements ou centres dont question à l'article 2 ci-avant continue à occuper le domicile conjugal et qu'il doit s'acquitter d'un loyer ou d'une dette en rapport avec l'acquisition de son logement, le montant de cette dépense est à immuniser sur les revenus du couple, au maximum jusqu'à un plafond mensuel de 100 euros.

Si les deux époux sont admis dans un des établissements ou centres dont question à l'article 2, le Fonds national de solidarité, en appliquant les articles ci-avant, définit les ressources personnelles de chaque conjoint en retenant un montant équivalent à cinquante pour cent de l'ensemble des revenus du ménage.

Art. 13.- Les bénéficiaires du complément doivent déclarer immédiatement au Fonds national de solidarité tous les faits qui sont de nature à modifier leur droit au complément.

Le Fonds examine régulièrement si les conditions d'octroi sont toujours remplies.

Art. 14.- (1) Le complément est supprimé si les conditions qui l'ont motivé viennent à défaillir.

Si les éléments de calcul du complément se modifient ou s'il est constaté qu'il a été accordé par suite d'une erreur matérielle, le complément est relevé, réduit ou supprimé.

(2) Lorsque, pendant la période pour laquelle un complément a été accordé, un bénéficiaire a disposé de ressources qui auraient dû être prises en considération pour le calcul du complément, les sommes payées en trop peuvent être récupérées à charge du bénéficiaire ou de ses ayants droit.

Sa restitution est obligatoire si le bénéficiaire a provoqué son attribution en alléguant des faits inexacts, ou en dissimulant des faits importants, ou s'il a omis de signaler des faits importants après l'attribution.

(3) Les sommes indûment touchées sont à restituer par le bénéficiaire ou ses ayants droit sans préjudice de poursuites judiciaires éventuelles; elles peuvent être déduites du complément ou des arrérages restant dus au bénéficiaire.

Le Fonds ne peut prendre une décision concernant la restitution qu'après avoir entendu l'intéressé ou ses ayants droit soit verbalement, soit par écrit.

La décision doit être motivée.

Art. 15.- Le Fonds national de solidarité réclame dans les limites à fixer par un règlement grand-ducal la restitution des sommes par lui versées au titre du complément:

- a) contre le bénéficiaire revenu à meilleure fortune;
- b) contre la succession du bénéficiaire, au maximum jusqu'à concurrence de l'actif de la succession;
- c) contre le donataire du bénéficiaire, lorsque ce dernier a fait la donation directe ou indirecte postérieurement à la demande du complément, ou dans les dix ans qui ont précédé cette demande, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens, au jour de la donation;
- d) contre le légataire du bénéficiaire, au maximum jusqu'à concurrence de la valeur des biens à lui légués au jour de l'ouverture de la succession.

Les montants touchés par le Fonds en lieu et place du bénéficiaire, en exécution du paragraphe 4 de l'article 10 de la présente loi, sont à déduire du montant à récupérer en vertu du présent article. Il en est de même des montants dont les descendants se sont acquittés à l'égard du bénéficiaire en raison de l'obligation alimentaire résultant des articles 205 et 206 du code civil.

Le Fonds renonce également à la restitution des montants correspondant aux pensions alimentaires versées effectivement à un bénéficiaire conformément au paragraphe 1^{er} de l'article 10.

Ces montants sont à considérer comme une créance desdits héritiers et à déduire de l'actif de la succession avant la restitution au profit du Fonds national de solidarité.

Le Fonds ne fait valoir aucune demande en restitution pour une première tranche de l'actif de la succession fixée à deux mille cinq cents euros.

Art. 16.- Le Fonds peut réclamer la restitution du complément contre le tiers responsable du fait qui a rendu nécessaire une telle participation du Fonds.



Art. 17.- (1) Pour la garantie des demandes en restitution par la présente loi, les immeubles appartenant aux bénéficiaires du complément sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription, la postposition et la mainlevée partielle ou totale sont requises par le Fonds national de solidarité dans la forme et de la manière prescrite par les dispositions légales en vigueur.

(2) Les bordereaux d'inscription doivent contenir une évaluation du complément alloué au bénéficiaire. Cette évaluation est faite d'après une table de mortalité à arrêter par règlement grand-ducal. En cas de modification du complément, l'inscription est changée en conséquence. Lorsque le complément servi dépasse l'évaluation figurant au bordereau d'inscription, le Fonds requiert une nouvelle inscription d'hypothèque.

(3) Les modalités relatives à l'inscription de l'hypothèque légale sont déterminées par règlement grand-ducal.

(4) Les formalités relatives à l'inscription de l'hypothèque visée au présent article ainsi que sa radiation ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

Art. 18.- Le complément ne peut être cédé, ni mis en gage, ni saisi.

Art. 19.- Contre les décisions prises par le Fonds national de solidarité, la personne concernée dispose d'un recours devant le conseil arbitral et devant le conseil supérieur des assurances sociales. La procédure à suivre et les frais de justice sont régis par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du code des assurances sociales la procédure à suivre devant le conseil arbitral et le conseil supérieur des assurances sociales, ainsi que les délais et frais de justice.

Art. 20.- Sont applicables en outre pour l'exécution de la présente loi, sauf adaptation de la terminologie et pour autant que de besoin,

- les articles 16 à 20, 22 à 30, 35 et 36 de la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la création d'un Fonds national de solidarité;
- les articles 26 à 29 et 31 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti;
- ainsi que les articles 291 et 292bis du code des assurances sociales.

Art. 21.- Les montants visés aux articles 5, 7, 12 et 15 correspondent au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948, chaque variation de 2,5 points de ce nombre-indice donnant de plein droit lieu à une adaptation proportionnelle de ces montants.

Les montants créés aux articles 5 et 12 peuvent être modifiés annuellement dans la loi sur le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Art. 22.- La loi du 23 décembre 1998 autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil gérontologique aux usagers des centres intégrés, maisons de soins, centres sociogérontologiques et foyers de jour psychogériatriques est abrogée.

Art. 23.- La présente loi entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit sa publication au Mémorial.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,*
Marie-Josée Jacobs

Château de Berg, le 30 avril 2004.
Henri

Le Ministre du Trésor et du Budget,
Luc Frieden

Le Ministre de la Santé,
Carlo Wagner

Doc. parl. 4988, sess. ord. 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg

RECUEIL DE LEGISLATION

A – N° 144

29 septembre 2003

Sommaire

REVENU DES PERSONNES HANDICAPEES

Loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et portant modification

1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé,
3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum,
4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
 1. création d'un fonds pour l'emploi;
 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales,
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie,
7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois,
8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et
9. du Code des assurances sociales page 2938

Loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et portant modification

1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé,
3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum,
4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
 1. création d'un fonds pour l'emploi;
 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales,
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie,
7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois,
8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et
9. du Code des assurances sociales.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 15 juillet 2003 et celle du Conseil d'Etat du 18 juillet 2003 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre 1^{er}. Dispositions générales.

Art. 1^{er} (1) A la qualité de travailleur handicapé au sens de la présente loi, toute personne qui présente une diminution de sa capacité de travail de trente pour cent au moins, survenue par suite

- d'un accident de travail auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois,
- d'événements de guerre ou de mesures de l'occupant,
- d'une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique et/ou en raison de difficultés psychosociales aggravant la déficience,

et qui est reconnue apte à exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé.

Cette qualité peut être reconnue aux ressortissants luxembourgeois ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen, aux personnes qui sont reconnues apatride sur base de l'article 23 de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, aux réfugiés au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut de réfugié, faite à Genève, le 28 juillet 1951 ainsi qu'aux non-ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui travaillent auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois ou qui sont inscrits comme demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement de l'Administration de l'emploi.

(2) Peut prétendre au revenu pour personnes gravement handicapées, la personne qui remplit toutes les conditions suivantes:

- a) être âgée de 18 ans au moins
- b) présenter une diminution de la capacité de travail de trente pour cent au moins par suite d'une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique et/ou en raison de difficultés psychosociales aggravant la déficience; la déficience doit être acquise avant l'âge de 65 ans
- c) présenter un état de santé qui est tel que tout effort de travail s'avère contre-indiqué ou dont les compétences de travail sont si réduites qu'il s'avère impossible d'adapter un poste de travail dans le milieu ordinaire ou protégé à ses besoins
- d) avoir l'autorisation de résider sur le territoire du Grand-Duché, y être domiciliée et y résider effectivement.

La personne qui n'est pas un ressortissant luxembourgeois ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen et qui n'est pas reconnue apatride sur base de l'article 23 de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, ni reconnue réfugiée au sens de l'article 23 de la Convention relative au statut de réfugié, faite à Genève, le 28 juillet 1951, doit avoir résidé légalement au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années.

Par dérogation aux conditions prévues aux points a), b) et c), peut également prétendre au revenu pour personnes gravement handicapées, la personne reconnue travailleur handicapé, qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pas accès à un emploi salarié et dispose de ressources d'un montant inférieur à celui du revenu pour personnes gravement handicapées, fixé à l'article 25 ci-après.

Art. 2. Les demandes en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et/ou les demandes en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées visées aux paragraphes (1) et (2) de l'article 1^{er} doivent être adressées à la Commission médicale prévue à l'article 32.

La demande est réputée faite à la date du dépôt, à condition qu'elle soit signée et accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 3. (1) La Commission médicale instruit les demandes en reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et les demandes en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphes (1) et (2). Elle décide de l'octroi ou du refus de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ou elle prend une décision relative à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé de la personne ayant introduit une demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées visée aux alinéas 1 et 2 du paragraphe (2) de l'article 1^{er}.

Pour l'instruction des demandes, la Commission médicale peut faire intervenir des experts et a le droit de se faire communiquer par des organismes publics toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

Elle peut interroger le requérant sur les faits et circonstances susceptibles d'avoir entraîné la diminution de sa capacité de travail. Elle peut entendre des tierces personnes à titre de renseignement.

(2) La Commission médicale détermine la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononce sur ses capacités de travail résiduelles et sur son état de santé. Elle prend sa décision dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite.

Pour la détermination de la diminution de la capacité de travail du requérant, la Commission médicale se réfère aux capacités de travail d'une personne valide de même âge.

La reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et l'octroi du revenu pour personnes gravement handicapées présupposent en principe une stabilisation suffisante de l'état du requérant d'un point de vue médical. À défaut de pareille stabilisation, la Commission médicale surseoit à statuer. Elle se ressaisira d'office du dossier dans un délai à déterminer selon l'état du demandeur et statuera à la fois sur la stabilisation de l'état de l'intéressé et le fond de la demande. Toutefois, la qualité de travailleur handicapé peut être reconnue à titre transitoire et avant la stabilisation médicale dans les cas où l'état du travailleur permet ou exige la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des mesures visées à l'article 8 qui suit.

(3) Au cas où la Commission médicale décide de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, elle transmet le dossier de la personne reconnue travailleur handicapé à la Commission d'orientation et de reclassement professionnel définie à l'article 33. Elle informe le requérant de sa décision par lettre recommandée dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite.

Au cas où la Commission médicale décide le refus ou le retrait de la qualité de travailleur handicapé, elle notifie sa décision au requérant par lettre recommandée dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite. La décision de refus ou de retrait doit être motivée par la Commission médicale.

(4) La Commission médicale établit si le requérant suffit aux conditions spécifiées aux points b) et c) du paragraphe 2 de l'article 1^{er} pour l'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées. Elle transmet sa décision y relative au Fonds national de solidarité.

(5) Sauf en ce qui concerne les décisions de refus, la Commission médicale examine périodiquement si les conditions à la base de sa décision sont toujours remplies.

(6) En cas d'intervention d'un changement fondamental des faits et des circonstances liés à la capacité de travail du requérant, la décision portant refus ou retrait de la qualité de travailleur handicapé et la décision relative à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé du requérant peuvent faire l'objet d'une demande en révision.

La demande en révision est introduite par le requérant ou son tuteur auprès de la Commission médicale. Elle doit être accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Aucune décision de la Commission médicale ne peut faire l'objet d'une demande en révision ni au cours de l'instance engagée sur les recours prévus à l'article 7, ni avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la notification d'une première décision devenue définitive.

La décision relative à la demande en révision est prise conformément à la procédure prévue aux paragraphes 1 à 3 ci-avant.

Art. 4. Toute personne reconnue travailleur handicapé est tenue à se faire inscrire au service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi ou à une de ses agences, service défini à l'article 31.

Art. 5. (1) Si le travailleur handicapé n'a pas accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, le directeur de l'Administration de l'emploi transmet le dossier avec les pièces justificatives déterminées par règlement grand-ducal en vue de l'obtention du revenu pour personnes gravement handicapées au Fonds national de solidarité.

(2) Le travailleur handicapé, qui refuse d'occuper un poste de travail qui lui est offert et qui correspond à ses aptitudes de travail, perd le bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 6. (1) La Commission d'orientation et de reclassement professionnel appelée ci-après la «Commission d'orientation», décide de guider la personne reconnue travailleur handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés reconnus comme tels conformément aux dispositions de l'article 23.

(2) La Commission d'orientation peut entendre le candidat lui-même ou, à titre de renseignement, des tierces personnes.

Elle peut faire intervenir des experts ou se faire communiquer par des organismes publics toute pièce nécessaire qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

(3) En cas d'intervention d'un changement fondamental des faits et des circonstances liés à la capacité de travail du requérant, la décision portant orientation du travailleur handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés peut faire l'objet d'une demande en révision.

La demande en révision est introduite par le requérant ou son tuteur auprès de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel. Elle doit être accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Aucune décision de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel ne peut faire l'objet d'une demande en révision ni au cours de l'instance engagée sur les recours prévus à l'article 7, ni avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la notification d'une première décision devenue définitive.

La décision relative à la demande en révision est prise conformément à la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 ci-avant.

Art. 7. (1) Les décisions de refus ou de retrait du statut de travailleur handicapé et les décisions relatives à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé prises par la Commission médicale ainsi que la décision d'orientation de la Commission d'orientation, peuvent faire l'objet d'un réexamen devant la commission spéciale instituée par l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet.

La demande en réexamen doit être introduite par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant l'expiration d'un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision.

La commission spéciale est complétée par des représentants d'associations privées ayant pour but la sauvegarde des intérêts des accidentés du travail, des mutilés de guerre et des prisonniers et déportés politiques ainsi que des personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique et des associations gestionnaires des ateliers protégés au sens de l'article 23, qui pourront assister aux délibérations avec voix consultative. Il sera nommé un suppléant à chaque représentant des associations privées précitées.

La composition et le fonctionnement de cette commission élargie sont déterminés par règlement grand-ducal.

La commission spéciale rend sa décision endéans un délai de trois mois à partir du jour de sa saisine.

(2) Contre les décisions prises par la commission spéciale et contre la décision prise par le Fonds national de solidarité visée à l'article 28, un recours est ouvert au requérant débouté, qui est porté devant le Conseil arbitral des assurances sociales; il n'a pas d'effet suspensif. Il doit être formé, sous peine de forclusion, dans un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision attaquée.

(3) L'appel contre les décisions du Conseil arbitral est porté devant le Conseil supérieur des assurances sociales selon les règles tracées par les lois et règlements en vigueur pour le contentieux en matière d'accidents de travail; il n'a pas d'effet suspensif.

(4) La procédure à suivre et les frais de justice sont régis par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du code des assurances sociales la procédure à suivre devant le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des assurances sociales, ainsi que les délais et frais de justice.

Un règlement grand-ducal pourra adapter les procédures visées aux paragraphes (2) et (3) qui précèdent aux particularités de la matière régie par la présente loi.

Chapitre 2. Travailleurs handicapés guidés vers le marché du travail ordinaire.

Art. 8. La Commission d'orientation peut proposer au directeur de l'Administration de l'emploi, selon l'âge du candidat, le degré ou la nature de son handicap, et sur le vu de ses capacités antérieures et résiduelles de travail, des mesures d'orientation, de formation, de rééducation, d'intégration ou de réintégration professionnelles, des mesures d'initiation ou des stages d'adaptation ou de réadaptation au travail pour ce travailleur.

Sur proposition de la Commission d'orientation, le directeur de l'Administration de l'emploi ou le fonctionnaire délégué par lui à cet effet fixe les mesures à prendre en vue de l'intégration ou de la réintégration professionnelles du candidat guidé vers le marché du travail ordinaire.

Aux fins d'exécution des mesures retenues ci-avant, il saisit le service des travailleurs handicapés, qui peut s'adjoindre des experts.

La forme et le contenu de ces mesures, qui peuvent comporter notamment l'attribution d'une participation au salaire, visée à l'article 15, d'une participation aux frais de formation, d'une prime d'encouragement ou de rééducation, la prise en charge des frais relatifs à l'aménagement des postes de travail et des accès au travail, la participation aux frais de transport ou la mise à disposition d'équipements professionnels adaptés, sont déterminés par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés.

Art. 9. Si le travailleur handicapé refuse d'occuper un poste qui correspond à ses aptitudes de travail et qui lui a été assigné ou s'il refuse de se soumettre aux mesures d'orientation, de formation ou de rééducation décidées par le directeur de l'Administration de l'emploi, il perd ses droits à un des postes réservés aux travailleurs handicapés par l'article 10.

La décision afférente du directeur de l'Administration de l'emploi sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

Art. 10. (1) L'Etat, les communes, les établissements publics et la société nationale des chemins de fer luxembourgeois sont tenus d'employer à temps plein des travailleurs reconnus comme travailleurs handicapés, dans la proportion de 5 % de l'effectif total de leur personnel occupé en qualité de fonctionnaires ou de salariés liés par un contrat de travail et à condition qu'ils remplissent les conditions générales de formation et d'admission légales ou réglementaires.

Des dérogations aux conditions générales de formation et d'admission visées à l'alinéa qui précède peuvent être consenties pour l'emploi de travailleurs handicapés par respectivement le ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique, le ministre ayant dans ses attributions l'Intérieur, le ministre ayant dans ses attributions les Transports ou le ministre ayant dans ses attributions l'établissement public concerné.

(2) Tout employeur du secteur privé occupant au moins 25 salariés est tenu d'employer à temps plein au moins un travailleur reconnu comme travailleur handicapé, si l'Administration de l'emploi se trouve saisie d'une demande d'emploi émanant d'un travailleur handicapé répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Tout employeur du secteur privé occupant au moins 50 salariés est tenu d'employer à temps plein, dans la proportion de 2 % de l'effectif de ses salariés, des travailleurs reconnus comme travailleurs handicapés, si l'Administration de l'emploi se trouve saisie de demandes d'emploi en nombre suffisant émanant de travailleurs handicapés répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Tout employeur du secteur privé occupant au moins 300 salariés est tenu d'employer à temps plein, dans la proportion de 4 % de l'effectif de ses salariés, des travailleurs reconnus comme travailleurs handicapés, si l'Administration de l'emploi se trouve saisie de demandes d'emploi en nombre suffisant émanant de travailleurs handicapés répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Pour les entreprises à établissements multiples, cette obligation d'emploi s'applique pour chaque établissement pris isolément.

Au cas où les employeurs occupent un nombre de travailleurs handicapés supérieur aux taux d'emploi obligatoires par les dispositions de la présente loi, ils bénéficient de l'exemption de la part patronale des charges de sécurité sociale qui sont prises en charge par le budget de l'Etat.

(3) Pour le calcul du nombre de postes réservés aux travailleurs handicapés visés aux paragraphes 1^{er} et 2, il sera tenu compte et des personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleur handicapé au titre de la présente loi et des travailleurs handicapés déjà en place, assimilés aux premiers par décision de la Commission d'orientation.

Pour la computation du nombre des postes à réserver, les chiffres atteignant et dépassant la demie sont à arrondir vers le haut, les autres sont à négliger.

Art. 11. (1) Les employeurs assujettis à l'obligation d'emploi conformément aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 10 sont tenus de déclarer à l'Administration de l'emploi les postes devenus vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées avec, le cas échéant, une proposition de réemploi d'un autre travailleur handicapé.

(2) Les emplois à occuper par des personnes handicapées sont enregistrés par l'Administration de l'emploi après consultation des chefs d'entreprise. Pour garder un droit à un poste disponible dans le service ou l'entreprise dans lesquels elles étaient occupées, les personnes handicapées d'un service public ou d'une entreprise privée doivent satisfaire aux conditions exigées pour la reconnaissance de travailleur handicapé et comptent pour parfaire le nombre de postes obligatoirement réservés.

(3) L'assignation d'un poste de travailleur handicapé tant dans le secteur public que privé doit se faire en collaboration avec le service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi.

Art. 12. En cas de refus d'un employeur du secteur privé d'embaucher le nombre prescrit de handicapés, une taxe de compensation équivalant à 50 % du salaire social minimum est à verser chaque mois au Trésor public par ledit employeur. Cette taxe est due aussi longtemps que dure le refus et pour chaque travailleur handicapé non embauché.

Art. 13. Le salaire du travailleur handicapé ne peut être inférieur à celui qui résulte de l'application des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles.

Art. 14. Les travailleurs indépendants qui ont obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé et qui sont disposés à poursuivre leur activité professionnelle, peuvent bénéficier, sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal, de l'exemption totale ou partielle des charges de sécurité sociale qui sont prises en charge par le budget de l'Etat.

Art. 15. Une participation de l'Etat au salaire du travailleur handicapé peut être allouée sur avis de la Commission d'orientation par le Directeur de l'Administration de l'emploi aux employeurs du secteur privé et du secteur communal, aux établissements publics ainsi qu'à la société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

La participation au salaire est fixée notamment en fonction de la perte de rendement du travailleur handicapé due à la diminution de sa capacité de travail et peut être limitée dans le temps. Elle ne peut être inférieure à quarante pour cent et peut être portée jusqu'à cent pour cent du salaire versé au travailleur handicapé, y compris la part patronale des cotisations de sécurité sociale.

Le taux de la participation au salaire peut être adapté périodiquement par le directeur de l'Administration de l'emploi, sur avis de la Commission d'orientation, compte tenu notamment de l'évolution du handicap et/ou de l'adaptation du travailleur handicapé au milieu du travail.

Art. 16. (1) Au cas où le directeur de l'Administration de l'emploi, sur avis de la Commission d'orientation, décide des mesures d'orientation, de formation, de rééducation, d'intégration ou de réintégration professionnelles, ou des mesures d'initiation ou de stage, les frais sont à supporter:

- 1) par l'Etat, pour les personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique, ainsi que pour les invalides de guerre dans les limites prévues par la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre;
- 2) jusqu'à concurrence d'un certain montant par le handicapé même ou par sa famille, lorsque leur situation financière le permet. Les modalités de cette participation pourront être fixées par règlement grand-ducal.

(2) L'employeur collabore à la rééducation professionnelle en mettant à la disposition des intéressés son matériel, ses installations et son outillage courant.

Chapitre 3. Travailleurs handicapés guidés vers les ateliers protégés.

Art. 17. Est guidé vers les ateliers protégés, tout travailleur handicapé qui, en raison de ses capacités de travail réduites, ne suffit pas ou pas encore aux exigences et contraintes du marché du travail ordinaire. Les modalités et critères permettant de guider le travailleur handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés peuvent être précisés par règlement grand-ducal.

Art. 18. Pour le travailleur handicapé guidé vers les ateliers protégés, les responsables de l'atelier protégé définissent les mesures permettant l'emploi du travailleur handicapé dans des conditions adaptées à ses besoins et les mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi du travailleur handicapé sur le marché du travail ordinaire.

Art. 19. (1) La loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail est applicable à l'engagement du travailleur handicapé dans un atelier protégé sous réserve des dérogations fixées par la présente loi pour tenir compte des besoins spécifiques de la personne handicapée.

(2) Le contrat de travail doit comporter les mentions suivantes:

- l'engagement de l'atelier protégé à assurer au travailleur handicapé une mise au travail dans des conditions d'emploi adaptées à ses besoins et possibilités;
- l'engagement de l'atelier protégé à promouvoir l'accès du travailleur handicapé à des emplois sur le marché du travail ordinaire et à assurer, le cas échéant, son suivi en milieu ordinaire;
- l'engagement de l'atelier protégé à réemployer le travailleur handicapé qui a été placé par ses soins sur le marché du travail ordinaire et pour qui l'insertion en milieu ordinaire s'avère être insatisfaisante;
- l'engagement du travailleur handicapé ou de son représentant légal à rester disponible pour le marché du travail ordinaire et à participer aux mesures d'insertion proposées par l'atelier protégé ou par l'Administration de l'emploi.

(3) Sous réserve de l'application des dispositions de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, le contrat cesse de plein droit:

- le jour du retrait de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé à la personne handicapée;
- le jour où la confirmation de la décision de réorientation vers le marché du travail ordinaire est notifiée au travailleur handicapé par la Commission d'orientation ou par les juridictions compétentes.

(4) Dans le cas du travailleur handicapé se trouvant en régime de tutelle, conformément aux dispositions prévues par le Code civil au titre XI qui traite de la majorité et des majeurs qui sont protégés par la loi, le tuteur de la personne majeure protégée par la loi signe le contrat de travail.

Art. 20. (1) La durée hebdomadaire normale du travail dans les ateliers protégés est de quarante heures, à moins que la durée effective de travail dans les organismes et structures concernés ne soit fixée différemment par une disposition légale, réglementaire ou par convention. Au cas où le travailleur handicapé ne peut respecter l'horaire de travail dans l'atelier protégé en raison des horaires des moyens de transport en commun qu'il utilise, la durée du transport journalier peut être incluse dans la durée de travail jusqu'à concurrence du nombre des heures de travail fixées dans le contrat de travail de la personne handicapée.

(2) On entend par durée du travail dans les ateliers protégés, le temps durant lequel le travailleur handicapé est à la disposition de l'atelier protégé.

Par dérogation à la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés, à la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie et à la loi du 23 mars 2001 concernant la protection des jeunes travailleurs, la durée du travail dans les ateliers protégés inclut la durée des activités socio-pédagogiques et thérapeutiques exercées durant les heures de travail sur le lieu de travail. Il en est de même pour le temps durant lequel le travailleur handicapé participe à des stages en entreprise non rémunérés par l'entreprise d'affectation et organisés par l'atelier protégé.

Art. 21. (1) Le travailleur handicapé bénéficie dans l'atelier protégé d'un salaire dont le montant est au moins égal au taux horaire du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié, prévu par la loi modifiée du 12 mars 1973 sur le salaire social minimum et multiplié par le nombre des heures de travail fixées dans le contrat de travail conclu entre le travailleur handicapé et l'atelier protégé.

Une participation de l'Etat au salaire du travailleur handicapé peut être allouée aux organismes gestionnaires des ateliers protégés dans les formes et conditions prévues à l'article 15.

(2) L'atelier protégé peut payer au travailleur handicapé une prime ou un autre avantage en espèces, en dehors du salaire qui est dû au travailleur en application de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum. La prime ou l'avantage en espèces est à financer par l'atelier protégé.

(3) Par dérogation à la loi modifiée du 12 juillet 1895 concernant le paiement des salaires des ouvriers, le salaire est payé une fois par mois par l'atelier protégé au travailleur handicapé.

Art. 22. En cas de cessation des relations d'emploi avec l'atelier protégé, le travailleur handicapé sans emploi a droit à l'octroi d'une indemnité de chômage complet, pourvu qu'il réponde aux conditions d'admission déterminées au titre 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet.

Art. 23. (1) Est reconnu comme «atelier protégé» au sens de la présente loi, tout établissement, créé et géré par tout organisme à vocation sociale et économique, qui remplit les conditions suivantes:

- permettre aux personnes qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé d'exercer au sein d'une unité économique de production une activité professionnelle salariée dans des conditions adaptées à leurs possibilités;
- promouvoir l'accès des travailleurs handicapés à des emplois sur le marché du travail ordinaire et organiser à cette fin des mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi sur le marché du travail ordinaire;
- disposer de l'agrément du ministre ayant la Famille dans ses attributions.

L'agrément est accordé conformément aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

(2) Tout atelier protégé est soumis à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Art. 24. (1) En vertu des dispositions de l'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, le ministre ayant dans ses attributions la Famille est autorisé à participer aux frais d'investissement des ateliers protégés qui ont obtenu son agrément.

(2) Le ministre ayant dans ses attributions le Travail est autorisé à participer aux frais de fonctionnement des ateliers protégés agréés d'après les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 et 12 de la prédite loi du 8 septembre 1998.

Chapitre 4. Revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 25. Le revenu mensuel est fixé à 160,99 euros pour une personne gravement handicapée au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2. Le montant précité correspond au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et est adapté suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Le montant prévu par le présent article est adapté à l'augmentation du montant du revenu minimum mensuel garanti fixé par la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Art. 26. Le revenu pour personnes gravement handicapées est suspendu jusqu'à concurrence du montant des revenus professionnels et des revenus de remplacement dont bénéficie le titulaire au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère et qui sont immunisés jusqu'à concurrence de 30 % du revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 27. (1) Les bénéficiaires du revenu sont assurés obligatoirement contre le risque de la maladie.

(2) La cotisation pour l'assurance maladie est calculée sur la base du revenu moyennant le taux prévu pour les prestations de soins de santé. La part patronale de cette cotisation est imputée sur le Fonds national de solidarité.

(3) Le revenu est soumis au paiement des cotisations en matière d'assurance dépendance.

Art. 28 (1) Après avoir reçu communication de la décision de la Commission médicale conformément à l'article 3, paragraphe (2), le Fonds national de solidarité examine si les conditions d'âge et de résidence sont remplies et décide de l'octroi ou du refus du revenu visé au paragraphe (2) de l'article 1^{er}. Il notifie sa décision au requérant par lettre recommandée dans le délai d'un mois à partir de la date de la communication de la décision par la Commission médicale.

Le revenu est dû à partir de la date où la demande est réputée être faite.

(2) Pour les personnes visées à l'alinéa 3 du paragraphe (2) de l'article 1^{er}, le Fonds national de solidarité décide de l'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées, après avoir reçu communication du dossier par le directeur de l'Administration de l'emploi, conformément à l'article 5 (1). La décision est notifiée au requérant par lettre recommandée dans le délai d'un mois à partir de la date de communication du dossier par le directeur de l'Administration de l'emploi.

Le revenu est dû à partir de la date de communication du dossier par le directeur de l'Administration de l'emploi au Fonds national de solidarité.

(3) Le revenu est versé au requérant par le Fonds national de solidarité.

Art. 29. (1) La révision de la décision d'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées se fait selon les conditions et modalités prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

(2) Le Fonds national de solidarité réclame dans les limites à fixer par un règlement grand-ducal la restitution des sommes par lui versées à titre de revenu pour personnes gravement handicapées contre la succession du bénéficiaire au maximum jusqu'à concurrence de l'actif de la succession.

Art. 30. Le revenu pour personnes gravement handicapées est à charge du budget de l'Etat.

Chapitre 5. Dispositions organiques.

Art. 31. Le service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi, visé par l'article 28 de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'Emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi est chargé des mesures d'orientation, de formation, de placement, de rééducation, d'intégration et de réintégration professionnelles des personnes reconnues comme travailleur handicapé.

Art. 32. (1) Il est créé une Commission médicale qui se compose de:

- trois médecins ayant une spécialisation dans les domaines de la rééducation et réadaptation fonctionnelles ou de la psychiatrie;
- un médecin représentant l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale;
- un médecin représentant le ministre de la Santé.

Il est nommé un membre suppléant pour chacun des membres titulaires susvisés.

Les membres titulaires et suppléants sont nommés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail pour une durée de quatre ans, leur mandat étant renouvelable. En cas de démission ou de décès d'un membre, son suppléant achève son mandat pour la durée en cours.

En cas de besoin, la Commission peut s'adjoindre des personnes dont le concours lui paraît utile pour l'exécution de sa mission en raison de leur compétence ou de leur fonction.

(2) La Commission médicale élit en son sein un président.

Le secrétariat de la Commission est assuré par un agent du service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi.

(3) La Commission médicale délibère valablement quand la majorité de ses membres sont présents. Les décisions et avis de la Commission médicale sont pris à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 33. (1) Il est créé une Commission d'orientation et de reclassement professionnel qui est composée de:

- deux représentants du ministre ayant dans ses attributions le Travail;
- un représentant de l'Administration de l'emploi;
- un médecin du travail;
- un psychologue spécialisé dans le domaine du handicap;
- un ergothérapeute spécialisé dans le domaine des aides techniques;
- un éducateur gradué;
- un assistant social.

Il est nommé un membre suppléant pour chaque membre titulaire.

Les membres titulaires et suppléants sont nommés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail pour une durée de quatre ans, leur mandat étant renouvelable. En cas de démission ou de décès d'un membre, son suppléant achève son mandat pour la durée en cours.

En cas de besoin, la Commission peut s'adjoindre des personnes dont le concours en raison de leur compétence ou de leur fonction lui paraît utile pour l'exécution de sa mission.

(2) Un représentant du ministre ayant dans ses attributions le Travail fait fonction de président de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel.

Le secrétariat de la Commission est assuré par un agent du service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi.

(3) La Commission d'orientation et de reclassement professionnel délibère valablement quand la majorité de ses membres sont présents. Les décisions et avis de la commission sont pris à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 34. (1) Il est créé un Conseil supérieur des personnes handicapées qui est placé sous la tutelle du ministre ayant dans ses attributions la politique pour personnes handicapées.

(2) Le Conseil supérieur des personnes handicapées a les missions suivantes:

- a) assister et conseiller le ministre ayant dans ses attributions la politique pour personnes handicapées dans son travail de coordination de la politique gouvernementale en faveur des personnes handicapées;
- b) réunir à cette fin les partenaires impliqués, à savoir des personnes à besoins spéciaux, des professionnels du secteur et des membres du Gouvernement;
- c) aviser tout projet de loi ou de règlement touchant le domaine du handicap qui lui est soumis par le Gouvernement;
- d) étudier toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ainsi que tous les sujets qu'il juge utiles.

(3) Le Conseil supérieur des personnes handicapées comprend majoritairement des représentants des associations de personnes handicapées ou d'associations pour personnes handicapées ainsi que des représentants de l'Etat.

La présidence du Conseil supérieur revient à un représentant d'une association de personnes handicapées.

Un règlement grand-ducal précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur des personnes handicapées.

Chapitre 6. Dispositions modificatives et abrogatoires.

Art. 35. L'article 23, I, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, l'article XVIII, 2) de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie et l'article 22, dernier alinéa de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ainsi que les dispositions correspondantes régissant les régimes de pension spéciaux définis à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension sont abrogés. Ces dispositions continuent toutefois à sortir leurs effets en ce qui concerne les personnes handicapées ayant droit à la pension d'orphelin avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 36. L'article 4, alinéa 2 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé est modifié comme suit:

«Un congé supplémentaire de six jours ouvrables est accordé aux invalides de guerre, aux accidentés de travail et aux personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique, auxquelles a été reconnue la qualité de travailleur handicapé conformément à la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. L'indemnité journalière du congé supplémentaire est à charge des crédits budgétaires de l'Etat.»

Art. 37. L'article 6, alinéa 1 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum est abrogé.

Art. 38. L'article 2, paragraphe (1) de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est complété par le numéro suivant:

«38. La prise en charge de l'indemnité compensatoire versée aux travailleurs handicapés en vertu de l'article 45 (1) alinéa 2 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

Art. 39. La loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales est modifiée comme suit:

(1) L'article 3 alinéa 4 est remplacé comme suit:

«L'allocation est pareillement maintenue jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus pour la personne atteinte depuis sa minorité d'une ou de plusieurs affections telles que définies à l'article 4, alinéa 5 et qui suit une formation adaptée à ses capacités dans un institut, service ou centre d'éducation différenciée, conformément à la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ou dans tout autre établissement spécialisé agréé par le ministre ayant la Famille dans ses attributions, ou dans un établissement équivalent sis à l'étranger, pour autant que cette personne ne soit bénéficiaire ni du revenu pour travailleurs handicapés ou du revenu pour personnes gravement handicapées visés par la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ou de revenus de toute nature égaux ou supérieurs à ce revenu, ni d'un revenu garanti ou de remplacement ou de toute prestation pour adultes handicapés prévus par un régime non luxembourgeois. Le comité-directeur peut, à titre exceptionnel et individuel, relever la limite d'âge jusqu'à concurrence de trois années au plus. Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions d'application des présentes dispositions.»

(2) L'article 4 alinéa 6 est remplacé comme suit:

«L'allocation spéciale supplémentaire est continuée jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus pour la personne bénéficiaire d'allocations familiales en application de l'article 3, alinéa 4, pour autant que les revenus de cette personne, y compris les allocations familiales, ne soient égaux ou supérieurs aux revenus visés à l'article 3, alinéa 4, ou ne constituent un revenu garanti ou de remplacement ou une prestation pour adultes handicapés au titre d'un régime non luxembourgeois.»

(3) Il est introduit un nouveau article 33 libellé comme suit:

«Dispositions transitoires.

Art. 33. L'ancien alinéa 4 de l'article 3 et l'ancien alinéa 6 de l'article 4 demeurent applicables pour les personnes bénéficiaires de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Toutefois, ces allocations ne sont plus dues lorsque la personne handicapée est admise soit au bénéfice du revenu pour travailleurs handicapés ou du revenu pour personnes gravement handicapées visés par la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, soit à un revenu garanti ou de remplacement ou à toute prestation pour adultes handicapés prévus par un régime non luxembourgeois.»

Art. 40. A l'article 4 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, est ajouté un nouveau point 7. libellé comme suit:

«7. les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 17 du Code des Assurances sociales, pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie.»

Art. 41. Le Code des assurances sociales est modifié comme suit:

1° L'article 1^{er}, alinéa 1 est complété par un point 19) libellé comme suit:

«19) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés et aux personnes bénéficiant d'un revenu pour personnes gravement handicapées au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»



2° L'article 32 est complété par un nouveau tiret libellé comme suit:

«- par parts égales à l'Etat ou l'atelier protégé et aux assurés visés à l'article 1^{er}, sous 19).»

3° L'article 85 est complété par un point 10) libellé comme suit:

«10) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

4° L'article 171, alinéa 1, est complété par un point 17) libellé comme suit:

«17) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

5° L'article 172, alinéa 1, est complété par un point 9) libellé comme suit:

«9) les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 17 pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie.»

6° L'article 187, alinéa 1 est complété par la phrase suivante:

«Pour les personnes visées à l'article 171, alinéa 1, sous 17), est prise en compte l'activité exercée dans l'atelier protégé.»

7° L'article 240 est complété par un point 12 ayant la teneur suivante:

«12) par parts égales à l'Etat ou l'atelier protégé et aux assurés visés à l'article 171, 17).»

Art. 42. La loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés est abrogée.

Chapitre 7. Dispositions transitoires et finales.

Art. 43. Les mesures prises depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés sont maintenues après l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception de la prime d'encouragement ou de rééducation versée aux personnes reconnues comme travailleur handicapé et occupées dans les ateliers protégés, qui sera remplacée par un salaire conformément aux dispositions de l'article 21.

Art. 44. Par dérogation aux nombres limites inscrits dans la loi budgétaire pour l'exercice 2003, il est procédé à l'engagement de:

- deux fonctionnaires dans la carrière du rédacteur pour les besoins du service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi;
- un fonctionnaire dans la carrière du rédacteur pour les besoins du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Art. 45. (1) Le travailleur handicapé, qui au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi est occupé dans un atelier protégé agréé par le ministre ayant dans ses attributions la Famille et qui bénéficie d'une indemnité d'insertion en vertu de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti ou d'une pension d'invalidité, d'une pension ou rente d'orphelin, ou d'un autre revenu de remplacement dus en vertu de la législation sur la sécurité sociale, touchera un salaire en remplacement des prestations citées ci-avant dès l'entrée en vigueur de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 21.

Au cas où les revenus du travailleur handicapé diminueraient suite à l'application des dispositions de la présente loi, une indemnité compensatoire à charge du Fonds pour l'emploi est accordée au travailleur handicapé pour parfaire la différence. Cette indemnité compensatoire est adaptée à l'indice des prix à la consommation.

(2) La personne handicapée qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est hors d'état d'exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé et qui bénéficie d'une allocation complémentaire en vertu de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, continuera à toucher l'allocation complémentaire jusqu'au moment où elle est admise au bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées.

Au cas où les revenus de la personne handicapée admise au bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées diminueraient suite à l'application des dispositions de la présente loi, une indemnité compensatoire à charge du Fonds national de solidarité est accordée à la personne concernée pour parfaire la différence.



Cette indemnité compensatoire est adaptée à l'indice des prix à la consommation et est soumise aux mêmes charges sociales que le revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 46. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du neuvième mois après leur publication au Mémorial, à l'exception de l'article 44 qui entre en vigueur le quatrième jour après la publication au Mémorial.

Art. 47. La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes «loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées».

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de la Famille,
de la Solidarité sociale et de la Jeunesse,*
Marie-Josée Jacobs

Palais de Luxembourg, le 12 septembre 2003.
Henri

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
François Biltgen

Doc. parl. 4827; sess. ord. 2000-2001, 2001-2002 et 2002-2003

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 109

25 juillet 2008

Sommaire

JEUNESSE

Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse. page 1534

Loi du 4 juillet 2008 sur la jeunesse.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 28 mai 2008 et celle du Conseil d'Etat du 17 juin 2008 partant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre 1: Objectifs, principes, définitions et champ d'application

Objectifs

Art. 1^{er}. La politique de la jeunesse vise 1. à contribuer activement à la construction d'un environnement favorable au bon développement et à l'intégration des jeunes dans notre société 2. à promouvoir l'épanouissement harmonieux de la personnalité et le développement social et professionnel des jeunes 3. à contribuer à l'éducation des jeunes comme citoyens responsables et actifs, respectueux de la démocratie, des valeurs et des droits fondamentaux de notre société 4. à œuvrer en faveur de l'égalité des chances et à combattre les mécanismes d'exclusion et d'échec 5. à œuvrer en faveur de l'égalité des femmes et des hommes 6. à promouvoir la solidarité et la compréhension mutuelle des jeunes dans une société multiculturelle 7. à promouvoir la citoyenneté européenne 8. à contribuer à l'accès des jeunes à l'autonomie 9. à promouvoir le sens de l'initiative, de la créativité et de l'esprit d'initiative des jeunes 10. à promouvoir l'éducation non formelle et à soutenir les organismes actifs dans ce domaine.

Principes

Art. 2. (1) Tout jeune a droit au plein épanouissement de sa personnalité.

L'action de l'Etat et des communes est subsidiaire par rapport à celle des parents ou du représentant légal de pourvoir aux soins, à l'entretien et à l'éducation des enfants et des adolescents dont ils ont la charge et par rapport à l'action des jeunes adultes de pourvoir eux-mêmes à leurs besoins, à une formation ou à un emploi.

(2) Toute mesure prise en faveur des jeunes par l'Etat, les communes ou les organisations en vertu de l'application de la présente loi doit l'être dans l'intérêt supérieur des jeunes. Elle tient compte des besoins spécifiques découlant des circonstances de vie des jeunes en vue d'œuvrer en faveur de l'égalité des jeunes.

(3) La politique de la jeunesse est une politique transversale fondée sur la connaissance de la situation des jeunes et une consultation active des jeunes sur les questions les concernant.

Elle a une dimension sectorielle spécifique qui concerne plus particulièrement les organismes de jeunesse et les organismes œuvrant en faveur de la jeunesse.

Définitions

Art. 3. On entend dans la présente loi:

- 1) par *jeunes*, les destinataires des mesures prises en faveur de la jeunesse, à savoir les enfants, les adolescents et les jeunes adultes des deux sexes tels que définis ci-après;
- 2) par *enfants*, les jeunes qui n'ont pas atteint l'âge de 12 ans;
- 3) par *adolescents*, les jeunes âgés d'au moins 12 ans accomplis et de moins de dix-huit ans;
- 4) par *jeunes adultes*, les jeunes âgés d'au moins 18 ans accomplis et de moins de 30 ans;
- 5) par *organisation de jeunesse*, toute association de fait ayant ses activités au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que toute association sans but lucratif ou fondation, constituée conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif; dont l'objet principal consiste dans le travail avec les jeunes;
- 6) par *organisation agissant en faveur de la jeunesse*, toute association de fait ayant ses activités au Grand-Duché de Luxembourg ou toute association sans but lucratif ou fondation, constituée conformément à la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif; dont le travail avec les jeunes constitue une activité accessoire par rapport à l'objet principal de l'association ou de la fondation et qui en raison du travail avec les jeunes peut bénéficier du soutien des pouvoirs publics;
- 7) par *organisation de service pour jeunes*, un service pour jeunes bénéficiant de l'agrément délivré dans le cadre de la prise en exécution de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;
- 8) par *mesures en faveur de la jeunesse*, l'ensemble des actions, activités, projets ou programmes d'intérêt général pris par l'Etat, les communes, les organisations libellées sous les points 5 à 7 agissant dans l'intérêt des jeunes pour promouvoir et réaliser les objectifs de la politique de la jeunesse tels que définis par la présente loi, le tout en conformité avec les droits fondamentaux;
- 9) par *ministre*, le ministre ayant dans ses attributions la Jeunesse.

Champ d'application

Art. 4. (1). Les mesures prises en faveur de la jeunesse sont applicables aux jeunes domiciliés ou résidant légalement au Grand-Duché de Luxembourg.

(2). A titre d'exception, elles peuvent être étendues à des jeunes qui n'ont pas leur domicile ou leur résidence légale au Grand-Duché de Luxembourg à condition qu'elles soient prévues soit dans le cadre d'un programme européen sur la jeunesse, soit dans le cadre d'une convention internationale multilatérale ou bilatérale sur la jeunesse dont le Luxembourg fait partie, soit dans le cadre d'une convention conclue entre le Luxembourg et le prestataire en charge de l'exécution de ces mesures.

Dans ce dernier cas la convention précisera en quoi l'extension des mesures prises en faveur des jeunes à ceux n'ayant pas leur domicile ou leur résidence au Grand-Duché de Luxembourg serviront aux objectifs de la politique de la jeunesse du Grand-Duché de Luxembourg.

Chapitre 2: Organisation et missions des différents intervenants dans la politique de la jeunesse

Art. 5. L'action gouvernementale dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche transversale de la politique de la jeunesse sera entreprise dans le cadre d'un comité interministériel dont la mission, les attributions, le fonctionnement et la composition seront déterminés par voie de règlement grand-ducal.

Le Service National de la Jeunesse

Art. 6. Le Service National de la Jeunesse

Il est institué un Service National de la Jeunesse, désigné dans la suite par «Service».

Le Service est placé sous l'autorité du ministre et sous la direction d'un directeur.

Le Service comprend différentes unités dont le nombre et les attributions seront déterminés par un règlement grand-ducal.

Art. 7. Mission du Service National de la Jeunesse

Le Service a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique de la jeunesse et de constituer un organisme de contact, d'information, de conseil et de soutien pour les jeunes et les acteurs du travail avec les jeunes.

Dans le cadre de cette mission il assure les tâches suivantes:

- a) offrir aux jeunes des opportunités d'apprentissage en organisant, soit seul, soit en association avec d'autres organismes, des activités périscolaires, socio-éducatives ou socioculturelles;
- b) développer des programmes éducatifs spécifiques dans des centres de jeunesse spécialisés;
- c) soutenir le bénévolat des jeunes et organiser des programmes de service volontaire;
- d) promouvoir les échanges européens et internationaux entre jeunes et acteurs du travail avec les jeunes;
- e) initier et réaliser des projets visant l'information, la citoyenneté active des jeunes ou la promotion des droits de l'homme et des valeurs fondamentales telles que la justice sociale, l'égalité des chances, la tolérance et la solidarité;
- f) favoriser la participation des jeunes à la vie économique, sociale et culturelle ainsi que promouvoir la créativité et l'esprit d'initiative;
- g) organiser et coordonner des formations pour animateurs de jeunesse et cadres des organisations, proposer des stages de formation continue pour les professionnels du travail avec les jeunes et éditer des publications pédagogiques;
- h) organiser un prêt de matériel, mettre à disposition des locaux, financer des projets éducatifs et gérer le congé-jeunesse;
- i) soutenir la qualité du travail avec les jeunes, promouvoir l'éducation non formelle et œuvrer pour la reconnaissance de l'expérience bénévole des jeunes;
- j) contribuer à l'élaboration des plans communaux pour la jeunesse;
- k) faciliter la liaison entre les organismes actifs dans le domaine de la jeunesse et le Gouvernement, les administrations de l'Etat et les administrations communales;
- l) mettre en réseau les différents acteurs dans le domaine de la jeunesse au niveau local, régional, national et contribuer à la coopération européenne et internationale au niveau du travail avec les jeunes;
- m) contribuer à la mise en œuvre des programmes et accords nationaux, européens et internationaux en faveur de la jeunesse.

Le Service peut être chargé par le ministre d'autres compétences dans le domaine de la jeunesse.

Les procédures concernant la formation des animateurs et des aide-animateurs ainsi que les conditions concernant la reconnaissance de l'expérience bénévole des jeunes seront précisées par règlement grand-ducal.

Art. 8. Le cadre du personnel du Service comprend les fonctions et emplois suivants:

- 1) Dans la carrière supérieure de l'administration:
 - un directeur
 - des conseillers de direction première classe
 - des conseillers de direction
 - des conseillers de direction adjoints
 - des attachés de Gouvernement premiers en rang
 - des attachés de Gouvernement
- 2) Dans la carrière moyenne de l'administration:
 - a) des assistants sociaux
 - b) des éducateurs gradués
 - c) des inspecteurs principaux premiers en rang
 - des inspecteurs principaux
 - des inspecteurs
 - des chefs de bureau
 - des chefs de bureau adjoints
 - des rédacteurs principaux
 - des rédacteurs
- 3) Dans la carrière inférieure de l'administration:
 - a) des premiers commis principaux
 - des commis principaux
 - des commis
 - des commis adjoints
 - des expéditionnaires
 - b) des éducateurs
 - c) des artisans dirigeants
 - des premiers artisans principaux
 - des artisans principaux
 - des premiers artisans
 - des artisans
 - d) des concierges surveillants principaux
 - des concierges surveillants
 - des concierges

Le cadre ci-dessus peut être complété par des stagiaires. Le Service peut en outre avoir recours au service d'employés et d'ouvriers de l'Etat.

Les engagements en exécution du présent article se font selon les besoins du Service et dans les limites des crédits budgétaires.

Art. 9. Les personnes bénéficiant d'un détachement peuvent être mises à la disposition notamment des organisations au niveau national et des administrations communales pour des missions d'animation.

Les détachements font l'objet d'un arrêté grand-ducal. Dans le cas d'un détachement dépassant la moitié de la tâche normale, cet arrêté grand-ducal est à prendre au vu du rapport motivé du chef d'administration et de l'avis de la Commission spéciale prévu à l'article 6 de la loi du 24 décembre 1946.

Art. 10. Sous réserve de l'application des conditions particulières fixées par règlement grand-ducal, les dispositions générales du statut des fonctionnaires d'Etat en matière de recrutement, de stage, de nomination et d'avancement sont applicables aux candidats aux fonctions visées à l'article 8.

Art. 11. Les nominations aux fonctions classées aux grades supérieurs au grade 8 sont faites par le Grand-Duc. Les nominations aux autres fonctions sont faites par le ministre.

Le Conseil supérieur de la jeunesse

Art. 12. Il est institué un Conseil supérieur de la jeunesse dénommé ci-après «Conseil».

Le Conseil est un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement, toutes les questions se rapportant aux jeunes.

Le Gouvernement peut demander l'avis du Conseil sur les mesures qui sont envisagées sur le plan législatif ou réglementaire dans l'intérêt des jeunes. Le Conseil peut recommander au Gouvernement les réformes et innovations qu'il juge indiquées au bien-être des jeunes.

Un règlement grand-ducal précise la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur de la jeunesse.

L'Observatoire de la jeunesse

Art. 13. Il est créé sous l'autorité du ministre un Observatoire de la jeunesse ayant comme mission de préparer, de coordonner et d'initier des enquêtes, des avis, des analyses, des études, des rapports sur les différents aspects de la situation des jeunes au Luxembourg.

Le ministre peut, dans l'intérêt de la mission de l'Observatoire, demander leur concours aux agents des administrations de l'Etat, des administrations communales et des établissements publics et la fourniture à des fins historiques, statistiques ou scientifiques de toutes données et renseignements utiles qu'ils détiennent.

Dans l'accomplissement de sa mission l'Observatoire peut requérir du ministre le soutien d'un ou de plusieurs experts, d'un institut de recherche ou d'un établissement universitaire.

Dans ce cas l'Etat établit une convention avec la ou les personnes chargées de la réalisation de la mission de l'Observatoire.

Un règlement grand-ducal précise la composition, l'organisation et le fonctionnement de l'Observatoire de la jeunesse.

Assemblée nationale des jeunes

Art. 14. Il est institué une assemblée nationale des jeunes ayant pour mission de donner aux jeunes et à leurs organisations la possibilité de participer à l'examen des questions ayant trait à l'action et à la politique en faveur de la jeunesse au niveau national et européen.

L'assemblée nationale des jeunes est constituée par des délégués jeunes des organisations de jeunesse et des organisations œuvrant en faveur des jeunes, ainsi que de jeunes pouvant être appelés à participer aux travaux à titre personnel.

Elle siègera au moins une fois par an en séance plénière.

Chapitre 3: Mise en œuvre de la politique de la jeunesse

Art. 15. (1) Tous les cinq ans le ministre adresse un rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg à la Chambre des Députés.

(2) Le plan d'action national pour la jeunesse établi par le ministre détermine l'orientation de la politique «jeunesse».

(3) Les pouvoirs publics respectent l'autonomie de fonctionnement des organisations.

(4) Les pouvoirs publics soutiennent le bénévolat en contribuant à l'encadrement des organisations.

Art. 16. Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, l'Etat peut accorder aux communes et aux organisations visées à l'article 3 ci-avant un soutien financier, sous forme d'un subside ou d'une participation financière, pour les mesures prises en faveur de la jeunesse, à condition que ces dernières tombent sous le champ d'application de la présente loi et qu'elles ne concernent pas des dépenses effectuées dans l'intérêt d'infrastructures ou d'équipements ou servent à couvrir des frais administratifs.

Toutefois les organisations ayant bénéficié de la reconnaissance comme organisation de jeunesse au sens de la présente loi peuvent également bénéficier d'un soutien financier pour leurs frais administratifs.

Par ailleurs l'Etat peut soutenir financièrement des programmes et des mesures spécifiques développés par des communes ou par des organisations au sens de l'article 3 de la présente loi ayant pour objet de mettre un accent particulier sur le développement de la qualité de ces derniers en faveur des jeunes. A cet effet le requérant introduit une demande justifiant l'aspect du développement de la qualité.

Art. 17. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 99 de la Constitution et celles prévues à l'article 18 et 19 de la présente loi, le Gouvernement est autorisé à participer aux dépenses d'investissements des communes ou des organisations de jeunesse reconnues au sens de la présente loi concernant l'acquisition, la construction, la transformation, la modernisation, l'aménagement d'immeubles et l'équipement destinés à contribuer à la réalisation des activités couvertes par le champ d'application de la présente loi.

Par ailleurs pour bénéficier d'une participation financière aux dépenses d'investissements prévues à l'alinéa 1^{er} ci-avant, l'organisation bénéficiant de la reconnaissance comme organisation de jeunesse au sens de la présente loi doit être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif ou d'une fondation au sens de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

La participation aux dépenses d'investissements prévue à l'alinéa 1^{er} peut atteindre cinquante pour cent.

Au cas où le projet répond à un besoin urgent au plan régional ou national dûment constaté par le Gouvernement en conseil, le taux peut être porté jusqu'à quatre-vingts pour cent; ce taux peut être porté jusqu'à cent pour cent dans le cas où l'Etat doit prendre l'initiative d'un projet pour répondre à un manque d'infrastructure auquel l'activité des communes ou des organisations de jeunesse s'est révélée impuissante à pourvoir.

L'Etat peut en outre garantir, en principal, intérêts et accessoires, le remboursement d'emprunts contractés aux mêmes fins par les communes ou par les organisations de jeunesse; au cas où la commune ou l'organisation de jeunesse est obligée de contracter un emprunt pour assurer le préfinancement de la part des frais d'investissements qui lui sera versée par l'Etat, ce dernier peut en prendre à sa charge les intérêts.

Si pour une raison quelconque, la commune ou l'organisation de jeunesse arrête les travaux énumérés ci-avant ou décide d'affecter l'objet subsidé à d'autres fins que celles pour lesquelles la subvention a été allouée, sans l'accord préalable du ministre et ce avant l'expiration d'un délai à fixer par le contrat, délai qui ne peut toutefois être inférieur à 10 ans, l'Etat, après la mise en demeure par le ministre, peut exiger le remboursement des montants alloués avec les intérêts au taux légal en vigueur à partir du jour du versement jusqu'au remboursement.

Pour garantir la restitution de sa participation financière prévue par le présent article, les immeubles ayant fait l'objet d'une participation financière peuvent être grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le ministre. L'hypothèque dont le montant ne peut pas dépasser le montant des aides accordées par l'Etat est requise pour une durée de dix ans au moins, dans la forme et de la manière prescrites par les dispositions légales en vigueur. Les conditions, les modalités et le montant de la participation de l'Etat sont fixés dans un contrat à conclure entre la commune ou l'organisation bénéficiaire et l'Etat.

Art. 18. Dans la limite des moyens budgétaires disponibles, l'Etat peut accorder aux communes et aux organisations de jeunesse au sens de la présente loi un subside pour participer aux dépenses d'aménagement, de transformation, de modernisation et d'équipement.

Art. 19. Pour bénéficier d'une participation financière prévue à l'article 17, les communes doivent établir soit seules, soit en collaboration avec d'autres communes, un plan communal ou intercommunal de la jeunesse qui doit être conforme aux objectifs du plan d'action pour la jeunesse et respecter le cadre déterminé par la présente loi.

Art. 20. (1) En vue de l'obtention de la reconnaissance par le ministre, l'organisation de jeunesse doit

- a) être constituée selon les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- b) justifier que son objet principal consiste à travailler avec les jeunes ou à organiser des activités en faveur des jeunes;
- c) justifier qu'elle a été active dans le domaine du travail avec les jeunes sur le terrain pendant une durée d'au moins trois ans.

(2) A titre d'exception et sans préjudice quant aux conditions énoncées sous les points b), et c) ci-dessus, l'association de fait peut prétendre à la reconnaissance d'organisation au sens de la présente loi à condition qu'elle dispose d'un minimum de structures et qu'elle établisse une activité continue dans son action en faveur de la jeunesse sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

(3) La reconnaissance comme organisation de jeunesse au sens de la présente loi peut être accordée par le ministre à la demande du requérant.

(4) Le ministre peut suspendre ou bien retirer la reconnaissance comme organisation de jeunesse au sens de la présente loi, lorsque le bénéficiaire de la reconnaissance ne remplit pas les conditions d'octroi de la reconnaissance comme organisation de jeunesse ou pour des motifs graves dûment justifiés.

Art. 21. Le ministre peut suspendre ou bien ordonner le retrait, voire la restitution du soutien financier accordé à son bénéficiaire dans le cadre de la présente loi, lorsque ce dernier ne remplit pas les conditions d'octroi du soutien financier.

Disposition abrogatoire

Art. 22. La loi du 27 février 1984 portant création d'un Service National de la Jeunesse est abrogée.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée pour tous ceux que la chose concerne.

La Ministre de la Famille
et de l'Intégration,
Marie-Josée Jacobs

Palais de Luxembourg, le 4 juillet 2008.
Henri

Doc. parl. n° 5685; sess. ord. 2006-2007 et 2007-2008

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 209**24 décembre 2008**

Sommaire**ACCUEIL ET INTEGRATION DES ETRANGERS**

Loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de
Luxembourg page 3156

**Loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers
au Grand-Duché de Luxembourg.**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 11 novembre 2008 et celle du Conseil d'Etat du 9 décembre 2008 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre 1. Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

Art. 1^{er}. La présente loi s'applique à tous les étrangers séjournant légalement au Grand-Duché de Luxembourg.

Ne sont pas visés par l'alinéa 1^{er} les demandeurs de protection internationale tels que définis par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, à l'exception de la disposition prévue à l'article 3, alinéa 2 relative à l'aide sociale.

Art. 2. Au sens de la présente loi, le terme intégration désigne un processus à double sens par lequel un étranger manifeste sa volonté de participer de manière durable à la vie de la société d'accueil qui, sur le plan social, économique, politique et culturel, prend à son égard toutes les dispositions afin d'encourager et de faciliter cette démarche.

L'intégration est une tâche que l'Etat, les communes et la société civile accomplissent en commun.

Aux fins de la présente loi, on entend par étranger toute personne qui ne possède pas la nationalité luxembourgeoise, soit qu'elle possède à titre exclusif une autre nationalité, soit qu'elle n'en possède aucune.

Par étranger nouvel arrivant, il y a lieu d'entendre une personne immigrée au Luxembourg depuis moins de cinq ans.

Art. 3. Il est créé sous l'autorité du ministre ayant dans ses attributions l'Intégration, ci-après appelé «le ministre», un Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration, en abrégé «OLAI».

L'OLAI a pour mission d'organiser l'accueil des étrangers nouveaux arrivants, de faciliter le processus d'intégration des étrangers par la mise en œuvre et la coordination de la politique d'accueil et d'intégration, dont la lutte contre les discriminations constitue un élément essentiel, conjointement avec les communes et des acteurs de la société civile, ainsi que d'organiser l'aide sociale aux étrangers qui n'ont pas droit aux aides et allocations existantes et aux demandeurs de protection internationale tels que définis par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Dans l'accomplissement de cette mission, l'OLAI collabore avec les instances communautaires et internationales, ainsi qu'avec celles des pays d'origine des étrangers.

Art. 4. L'OLAI est autorisé à:

- gérer des structures d'hébergement réservées au logement provisoire d'étrangers;
- collaborer avec d'autres organismes à la création et la gestion de structures d'hébergement réservées au logement provisoire d'étrangers;
- promouvoir ensemble avec les instances compétentes la construction et l'aménagement de centres d'hébergement réservés au logement provisoire d'étrangers.

Art. 5. Dans des cas exceptionnels et dûment motivés, l'OLAI peut accorder un soutien ponctuel à des étrangers qui n'ont pas droit aux aides et allocations existantes.

Art. 6. L'OLAI est chargé d'établir en concertation avec le comité interministériel à l'intégration un projet de plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations identifiant les principaux axes stratégiques d'intervention et les mesures politiques en cours et à mettre en œuvre.

Le ministre soumet le projet de plan au Gouvernement pour approbation.

Le Gouvernement présentera une stratégie globale et déterminera des mesures ciblées d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Art. 7. Tous les cinq ans, le ministre adresse un rapport national sur l'accueil et l'intégration des étrangers, la lutte contre les discriminations, l'aide sociale en faveur des étrangers, ainsi que le suivi des migrations au Grand-Duché de Luxembourg à la Chambre des députés.

L'OLAI est habilité à faire appel aux administrations de l'Etat, aux administrations communales, aux établissements et organismes publics afin de lui prêter leur concours et de lui fournir toutes les données nécessaires à l'élaboration du rapport.

Chapitre 2. Contrat d'accueil et d'intégration

Art. 8. Un contrat d'accueil et d'intégration est proposé aux étrangers séjournant légalement sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et souhaitant s'y maintenir de manière durable.

Art. 9. Le contrat d'accueil et d'intégration contient des engagements réciproques pour l'Etat et l'étranger en vue d'organiser et de faciliter son intégration.

Il comprend, de la part de l'Etat, l'engagement d'assurer une formation linguistique et d'instruction civique ainsi que des mesures visant son intégration sociale et économique.

L'étranger s'engage à assurer, selon ses aptitudes et ses possibilités, sa subsistance par ses propres moyens, et à participer à la vie sociale.

Le contrat d'accueil et d'intégration est conclu pour une durée ne pouvant dépasser deux ans.

Art. 10. Les conditions d'application et modalités d'exécution du contrat d'accueil et d'intégration sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 11. L'OLAI est chargé d'élaborer un contrat type d'accueil et d'intégration, d'assurer sa gestion et d'encourager les étrangers à conclure un tel contrat avec l'Etat.

Art. 12. Préalablement à la conclusion d'un contrat d'accueil et d'insertion avec l'étranger, l'OLAI procède, ensemble avec le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à une évaluation des compétences linguistiques.

Art. 13. Les étrangers ayant signé le contrat d'accueil et d'intégration sont considérés comme prioritaires dans les mesures et actions prévues par le plan d'action national d'intégration.

La signature et le respect des stipulations contenues dans le contrat d'accueil et d'intégration par l'étranger sont pris en considération pour l'appréciation du degré d'intégration.

Chapitre 3. Aides financières

Art. 14. Le Gouvernement peut accorder en fonction des moyens budgétaires disponibles un soutien financier aux communes et à des organismes pour la réalisation des missions définies à l'article 3 ci-dessus.

Le soutien financier peut prendre la forme d'un subside ou d'une participation financière aux frais de fonctionnement.

Le bénéficiaire d'une participation financière doit signer avec l'Etat une convention qui détermine:

- a) les prestations à fournir par le bénéficiaire;
- b) le type de participation financière de l'Etat;
- c) les moyens d'information, de contrôle et de sanction que possède l'Etat en relation avec les devoirs du bénéficiaire définis sous a);
- d) les modalités de coopération entre les parties contractantes sans pour autant affecter la gestion qui est de la responsabilité du bénéficiaire.

Il s'engage à tenir une comptabilité régulière selon les exigences de l'Etat.

La participation de l'Etat sera déterminée selon les modalités à fixer par convention entre parties.

Si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé, celle-ci doit être constituée soit en vertu d'une disposition légale particulière, soit selon les dispositions de la loi modifiée du 28 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, soit selon les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'Etat verse sa participation en totalité ou en partie sous forme d'avances mensuelles ou semestrielles. Le bénéficiaire présente à l'Etat un décompte annuel. Les sommes touchées indûment sont à restituer au Trésor.

Art. 16. Le Gouvernement est autorisé à participer à la construction ou à l'aménagement de centres d'hébergement pour demandeurs de protection internationale par des communes ou par des organismes publics. La participation peut atteindre cent pour cent soit du coût de construction et de premier équipement, soit du coût d'acquisition, d'aménagement et de premier équipement.

Chapitre 4. Structures institutionnelles

Section 1. Conseil national pour étrangers

Art. 17. Il est créé un conseil national pour étrangers, appelé ci-après, le conseil.

Art. 18. Le conseil est un organe consultatif chargé d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement les problèmes concernant les étrangers et leur intégration. Sur tous les projets que le Gouvernement juge utile de lui soumettre, il donne son avis dans les délais fixés par le Gouvernement. Il a le droit de présenter au Gouvernement toute proposition qu'il juge utile à l'amélioration de la situation des étrangers et de leur famille. Il remettra au Gouvernement, qui le rendra public, un rapport annuel sur l'intégration des étrangers au Luxembourg.

Art. 19. Le conseil comprend:

- vingt-deux représentants des étrangers;
- un représentant des réfugiés au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés;
- un représentant du syndicat intercommunal à vocation multiple des villes et communes luxembourgeoises pour la promotion et la sauvegarde d'intérêts communaux généraux et communs (SYVICOL);
- quatre représentants des organisations patronales;
- quatre représentants des organisations syndicales les plus représentatives;
- deux représentants de la société civile.

Les membres du conseil sont nommés pour une durée de cinq ans par le ministre sur proposition:

- du Gouvernement en ce qui concerne les représentants des réfugiés au sens de la Convention de Genève et les représentants de la société civile;
- des organisations patronales pour ce qui est de leurs représentants;
- des organisations syndicales pour ce qui est de leurs représentants;
- des associations des étrangers régulièrement constituées et ayant une activité sociale, culturelle ou sportive ainsi que des associations œuvrant, à titre principal, en faveur des étrangers, inscrites auprès de l'OLAI pour ce qui est des représentants des étrangers.

Un règlement grand-ducal détermine les modalités de désignation des représentants des étrangers ainsi que leur répartition par nationalité sur base de l'importance proportionnelle des diverses nationalités présentes au Luxembourg sans pour autant que le nombre maximal de représentants par nationalité puisse être supérieur à trois. L'importance proportionnelle est constatée par le dernier recensement de la population effectué par le Service central de la statistique et des études économiques (STATEC).

Sept représentants de pays qui ne font pas partie de l'Union européenne seront obligatoirement membres du conseil.

Pour chaque membre du conseil il est nommé un suppléant. En cas de décès ou de démission d'un membre du conseil, son suppléant le remplace jusqu'au renouvellement du conseil. Le mandat individuel d'un représentant des étrangers prend fin hormis le cas de décès ou de démission, dès qu'il acquiert la nationalité luxembourgeoise.

Art. 20. Le président et le vice-président du conseil sont élus à la majorité des membres pour une durée de cinq ans. Leurs mandats sont renouvelables. Ils sont nommés par le ministre.

Le conseil se réunit au moins trois fois par an. Le président est tenu de convoquer le conseil chaque fois que le ministre ou six membres du conseil le demandent.

Le ministre et le directeur de l'OLAI peuvent assister aux réunions du conseil.

Les réunions du conseil ne sont pas publiques. Les rapports du conseil avec le Gouvernement et les autres autorités publiques ont lieu par l'intermédiaire du ministre ou du directeur de l'OLAI.

Un fonctionnaire ou un employé de l'OLAI assume les fonctions de secrétaire.

Les membres du conseil ont droit à des jetons de présence dont le montant est fixé par le Gouvernement en conseil.

Le secrétaire du conseil a droit à une indemnité dont le montant est fixé par le Gouvernement en conseil.

Les membres du conseil sont libérés de leur travail pour participer aux réunions du conseil avec compensation d'une éventuelle perte de salaire à fixer par le Gouvernement en conseil.

Art. 21. Le conseil peut instituer des commissions nécessaires à l'exécution de sa mission.

Ces commissions peuvent comprendre des personnes non-membres du conseil nommées par le ministre sur proposition du conseil.

Le conseil peut, dans l'exercice de sa mission, appeler en consultation des représentants des administrations et des établissements publics ainsi que toute personne dont le concours, en raison de sa compétence ou de sa fonction, lui paraît utile pour l'exécution de sa mission.

Art. 22. Les modalités de fonctionnement, de délibération et de vote du conseil ainsi que les modalités de remplacement des membres empêchés d'exercer leur mandat seront déterminées par un règlement d'ordre intérieur qui sera transmis pour approbation au ministre.

Section 2. Commissions consultatives d'intégration

Art. 23. Dans toutes les communes, le conseil communal constituera une commission consultative d'intégration chargée globalement du vivre ensemble de tous les résidents de la commune et plus particulièrement des intérêts des résidents de nationalité étrangère. Des résidents luxembourgeois et étrangers en font partie.

L'organisation et le fonctionnement de ces commissions sont fixés par règlement grand-ducal.

Chapitre 5. Cadre du personnel de l'OLAI

Art. 24. Le personnel de l'OLAI est placé sous l'autorité d'un directeur.

Art. 25. En dehors du directeur, le cadre du personnel de l'OLAI comprend les fonctions et emplois suivants:

- 1) Dans la carrière supérieure de l'administration:
 - des conseillers de direction première classe
 - des conseillers de direction
 - des conseillers de direction adjoints
 - des attachés de Gouvernement 1^{er} en rang
 - des attachés de Gouvernement

2) Dans la carrière moyenne de l'administration:

- a) des assistants d'hygiène sociale
- b) des assistants sociaux
- c) des infirmiers gradués
- d) des éducateurs gradués
- e) des inspecteurs principaux premier en rang
- des inspecteurs principaux
- des inspecteurs
- des chefs de bureau
- des chefs de bureau adjoints
- des rédacteurs principaux
- des rédacteurs

3) Dans la carrière inférieure de l'administration:

- a) des premiers commis principaux
- des commis principaux
- des commis
- des commis adjoints
- des expéditionnaires
- b) des infirmiers
- c) des éducateurs
- d) des artisans dirigeants
- des premiers artisans principaux
- des artisans principaux
- des premiers artisans
- des artisans
- e) des concierges surveillants principaux
- des concierges surveillants
- des concierges.

Le cadre ci-dessus peut être complété par des stagiaires. L'OLAI peut en outre avoir recours au service d'employés et d'ouvriers de l'Etat.

Les engagements en exécution du présent article se font selon les besoins de l'OLAI et dans les limites des crédits budgétaires.

Art. 26. Sans préjudice de l'application des règles générales relatives au statut des fonctionnaires de l'Etat, les conditions particulières d'admission au stage, de nomination et de promotion qui ne sont pas fixées par la présente loi, sont déterminées par règlement grand-ducal.

Les candidats aux fonctions de directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration doivent remplir les conditions d'études requises pour l'admission à la carrière de l'attaché de Gouvernement. Ils sont dispensés de l'examen concours, du stage et de l'examen de fin de stage prévus à l'article 2 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut des fonctionnaires de l'Etat.

Art. 27. Les nominations aux fonctions classées aux grades supérieurs au grade 8 sont faites par le Grand-Duc. Les nominations aux autres fonctions sont faites par le ministre.

Chapitre 6. Dispositions budgétaires et financières

Art. 28. Par dépassement des limites fixées dans la loi du 21 décembre 2007 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2008, le ministre est autorisé à procéder à l'engagement de 2 employés de la carrière supérieure (S) et de 5 agents de la carrière moyenne (D).

L'article 14 de la loi précitée concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat et relatif au recrutement d'employés de nationalité étrangère auprès des administrations de l'Etat est complété à l'alinéa correspondant au Commissariat du Gouvernement aux étrangers par l'ajout suivant:

- Employés de la carrière S - 2
- Employés de la carrière D - 5.

Chapitre 7. Dispositions modificatives

Art. 29. Les modifications et additions suivantes sont apportées à la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat:

- a) L'annexe A Classification des fonctions - Rubrique I «Administration générale» est complétée et modifiée comme suit:
 au grade 17 la mention «Commissariat du Gouvernement aux étrangers – commissaire du Gouvernement aux étrangers» est remplacée par la mention «Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration – directeur».
- b) L'annexe D – Détermination – Rubrique I «Administration générale» est complétée et modifiée comme suit:
- Dans la carrière supérieure de l'administration:
 grade 12 de la computation de la bonification d'ancienneté
 au grade 17, sous l'énumération des commissaires du Gouvernement, la mention «aux étrangers» est supprimée et remplacée sous l'énumération des directeurs par la mention «de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration».

Au numéro 9 de la section IV de l'article 22 la mention «le commissaire du Gouvernement aux étrangers» est remplacée par la mention «le directeur de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration».

Art. 30. L'article 34, alinéa 1 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement est modifié comme suit:

«Sans préjudice des attributions et compétences des médecins-inspecteurs et de la police générale et locale, les autorités communales et l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) sont chargés du contrôle des logements.»

Chapitre 8. Disposition transitoire

Art. 31. Le Conseil national pour étrangers dans sa composition actuelle continuera à fonctionner jusqu'à l'achèvement de son mandat actuel en 2010.

Chapitre 9. Disposition abrogatoire

Art. 32. La loi modifiée du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers est abrogée.

Chapitre 10. Mise en vigueur

Art. 33. La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit sa publication au Mémorial, à l'exception de l'article 28 qui entrera en vigueur le troisième jour qui suit sa publication au Mémorial.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

La Ministre de la Famille et de l'Intégration,
Marie Josée-Jacobs

Palais de Luxembourg, le 16 décembre 2008.
Henri

La Ministre de l'Éducation nationale et
 de la Formation professionnelle,
Mady Delvaux-Stehres

Doc. parl. 5825; sess. ord. 2007-2008, 2008-2009

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 82**24 septembre 1998****Sommaire****RELATIONS ETAT - ORGANISMES SOCIAUX, FAMILIAUX ET THERAPEUTIQUES**

Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les
domaines social, familial et thérapeutique page 1600

Loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 9 juillet 1998 et celle du Conseil d'Etat du 23 juillet 1998 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Chapitre 1 - L'agrément

Art. 1^{er}. Nul ne peut, à titre principal ou accessoire et contre rémunération, entreprendre ou exercer d'une manière non-occasionnelle l'une des activités ci-après énumérées, dans le domaine social, socio-éducatif, médico-social ou thérapeutique s'il n'est en possession d'un agrément écrit, suivant leurs compétences respectives, soit du ministre de la Famille, soit du ministre de la Promotion féminine, soit du ministre de la Jeunesse, soit du ministre de la Santé.

Sont soumises à un agrément, pour autant qu'elles ne font pas l'objet d'une autre disposition légale, les activités suivantes en faveur de toutes les catégories de personnes:

- l'accueil et l'hébergement de jour et/ou de nuit de plus de trois personnes simultanément;
- l'offre de services de consultation, d'aide, de prestation de soins, d'assistance, de guidance, de formation sociale, d'animation ou d'orientation professionnelle.

L'agrément est obligatoire tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales, de droit privé et de droit public.

Un règlement grand-ducal peut préciser les activités visées à l'alinéa 1^{er}; il peut prévoir un agrément conjoint des ministres ci-avant visés pour les activités qui relèvent de la compétence de plus d'un ministre.

Art. 2. Pour obtenir l'agrément, les requérants doivent:

- a) remplir les conditions d'honorabilité, tant dans le chef de la personne physique ou des membres des organes dirigeants de la personne morale responsables de la gestion des activités visées à l'article 1^{er} que dans le chef du personnel dirigeant ou d'encadrement;
- b) disposer d'immeubles, de locaux ou de toute autre infrastructure correspondant tant aux normes minima de salubrité et de sécurité qu'aux besoins des usagers;
- c) disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers. Le niveau et le type de qualification professionnelle ou de formation équivalente ainsi que la dotation minimale en personnel sont fixés en considération des prestations offertes, des besoins des usagers et du fonctionnement du service;
- d) présenter la situation financière et un budget prévisionnel, à l'exception des requérants de droit public qui y sont obligés par une autre disposition légale ou réglementaire;
- e) garantir que les activités agréées soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'utilisateur de services ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.

Les conditions ci-dessus ainsi que les modalités du contrôle des conditions sont précisées par règlement grand-ducal qui détermine les renseignements ou données à fournir et les pièces à joindre à la demande d'agrément.

Le contrôle de ces conditions incombe au ministre compétent.

Art. 3. Toute modification des conditions, sur la base desquelles l'agrément a été accordé, est sujette à un nouvel agrément, à demander dans les trois mois qui suivent la survenance de la modification.

L'octroi ou le refus de cet agrément intervient dans les mêmes formes et conditions que celles prévues aux articles 4 et 5.

Les remplacements de personnel ne requièrent pas de nouvel agrément si les personnes engagées remplissent les conditions prévues à l'article 2 sous a) et c).

Les remplacements doivent être signalés au ministre compétent.

Art. 4. L'agrément est refusé ou retiré si les conditions légales ou réglementaires ne sont pas ou plus remplies.

Les décisions de refus ou de retrait sont prises par le ou les ministres compétents dans un arrêté dûment motivé.

Toutefois, le retrait ne peut intervenir qu'après une mise en demeure du ministre invitant la personne physique ou l'organisme concerné à se conformer, dans un délai allant, selon les circonstances, de huit jours à une année, aux conditions légales et réglementaires, et qu'après que la personne physique ou les responsables de l'organisme concerné ont été entendus en leurs explications.

Les décisions concernant l'octroi ou le retrait de l'agrément sont publiées au Mémorial.

Art. 5. La décision d'agrément précise les activités pour lesquelles elle est accordée.

L'agrément est accordé pour une durée illimitée, sauf décision contraire motivée du ministre et sans préjudice de modifications relatives aux conditions légales et réglementaires prévues à l'article 2.

Il perd sa validité par le non-usage pendant de plus de deux ans à partir de la date d'octroi ou en cas de cessation volontaire de l'activité pendant le même délai.

Art. 6. Dans l'intérêt physique et moral des usagers, le ministre compétent peut, dans les cas prévus aux articles 3 et 4, demander à une personne ou à un organisme exerçant une activité similaire dûment agréée, de reprendre, pour une durée maximale d'un an renouvelable une fois, la gestion du service auquel l'agrément a été retiré ou refusé.

En cas de risque imminent pour la santé physique ou morale de l'utilisateur d'un service, le ministre compétent ou le fonctionnaire délégué à cet effet peut prendre toute mesure appropriée ou saisir l'autorité compétente en vue de la protection de l'utilisateur concerné.

Art. 7. Les décisions concernant l'octroi, le refus ou le retrait de l'agrément peuvent être déférées au tribunal administratif qui statue comme juge de fond.

Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion:

- a) s'il émane du demandeur ou du détenteur de l'autorisation dans le délai d'un mois à partir de la notification de la décision;
- b) s'il émane d'un tiers, dans le délai d'un mois à partir de la publication de la décision au Mémorial.

Art. 8. La mention de l'agrément doit figurer sur toutes les lettres, factures ou autres pièces destinées aux usagers ou au public.

Art. 9. Chaque ministre prévu à l'article 1^{er} de la présente loi est chargé, pour les activités qui le concernent, de surveiller et de contrôler la conformité de ces activités avec les dispositions de la présente loi.

Dans le cadre de sa mission de surveillance et de contrôle chaque ministre désigne un ou plusieurs fonctionnaires de l'Etat, soit de la carrière supérieure soit de la carrière moyenne relevant du cadre fermé, avec la mission de rechercher et de constater des infractions à la présente loi et à ses règlements d'exécution, le tout sans préjudice des pouvoirs reconnus aux officiers et agents de police judiciaire de la gendarmerie et de la police.

Dans l'exercice de leurs fonctions relatives à la présente loi, les fonctionnaires visés ci-avant ont la qualité d'officier de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Leur compétence s'étend sur tout le territoire du Grand-Duché.

Avant d'entrer en fonctions, ils prêtent devant le tribunal d'arrondissement de leur domicile le serment suivant: «Je jure de remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité.»

L'article 458 du code pénal leur est applicable.

Les fonctionnaires prévus ci-avant ont accès aux locaux, terrains et moyens de transport des personnes et organismes assujettis à la présente loi. Ils peuvent pénétrer même pendant la nuit, lorsqu'il existe des indices graves faisant présumer une infraction à la présente loi, dans les locaux, terrains et moyens de transport visés ci-dessus. Ils signalent leur présence au chef de l'organisme ou à celui qui le remplace. Celui-ci a le droit de les accompagner lors de la visite.

Art. 10. En cas d'accueil ou d'hébergement de jour et/ou de nuit, les droits et obligations des parties doivent faire l'objet d'un contrat par écrit.

La loi du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer ne s'applique pas au présent contrat, à l'exception de son chapitre IV - articles 21 à 30 - pour ce qui est des contestations entre parties relatives à l'exécution du contrat d'accueil ou d'hébergement.

Chapitre 2 - Le soutien financier de l'Etat

Art. 11. L'Etat est autorisé à accorder un soutien financier pour l'exercice des activités visées à l'art. 1^{er}, ainsi que pour les investissements y relatifs.

Le soutien financier peut prendre forme d'un subside ou d'une participation financière qui est accordé à condition:

- a) que le bénéficiaire accepte de signer avec l'Etat une convention qui détermine:
 - 1) les prestations à fournir et les modalités de gestion financière à observer par le bénéficiaire;
 - 2) le type de participation financière de l'Etat;
 - 3) les moyens d'information, de contrôle et de sanction que possède l'Etat en relation avec les devoirs du bénéficiaire définis sous 1)
 - 4) les modalités de coopération entre les parties contractantes sans pour autant affecter la gestion qui est de la responsabilité du bénéficiaire;
- b) que le bénéficiaire tienne une comptabilité régulière selon les exigences de l'Etat;
- c) que les activités projetées répondent à des besoins effectifs constatés par le Gouvernement en conseil.

Si le bénéficiaire est une personne morale de droit privé, celle-ci doit être constituée soit en vertu d'une disposition légale particulière, soit selon les dispositions de la loi modifiée du 28 avril 1928 sur les associations et les fondations, soit selon les dispositions de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Art. 12. Pour la détermination de la participation financière de l'Etat au coût d'un service géré par un organisme ayant pour finalité une des activités définies à l'article 1^{er} peuvent être prises en considération les dépenses détaillées à l'alinéa qui suit.

Selon le type de participation financière de l'Etat choisi, les recettes fixées par la convention prévue à l'article 11, sous a), sont déduites du total des dépenses.

Ne sont pas pris en considération comme recettes, les dons et legs versés à l'organisme.

Peuvent être considérées les dépenses suivantes:

- a) les frais courants d'entretien et de gestion;
- b) les dépenses de personnel qui, pour les besoins de la fixation de la participation de l'Etat, sont chiffrées pour la carrière, le grade et l'échelon de chaque employé ou ouvrier, sur base des salaires ou traitements calculés pour les ouvriers d'après les dispositions du contrat collectif des ouvriers de l'Etat, pour les employés/personnel d'encadrement d'après les dispositions de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et pour les employés/personnel administratif, d'après les dispositions du règlement modifié du Gouvernement en conseil du 1^{er} mars 1974 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'Etat.

La valeur du point indiciaire est fixée par référence à l'art. 1^{er} B) de la loi du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée.

Font partie du calcul de la participation de l'Etat, les dépenses encourues par le versement d'une biennale supplémentaire par les organismes aux employés de leurs services.

Sont également pris en considération:

- les dépenses engendrées par les mesures spécifiques ou générales concernant les rémunérations, les conditions de travail, les avantages sociaux que l'Etat prend pour ses agents;
- les frais résultant de compensations pouvant être allouées au personnel qui, en raison des exigences particulières de la prise en charge de leurs usagers, est obligé de répartir la durée de travail sur une année au maximum ou de travailler par équipes successives à cycle continu.

Les dépenses de personnel ainsi établies constituent une enveloppe financière qui est fixée par le budget de l'Etat, la commission paritaire, définie aux alinéas qui suivent, demandée en son avis, toutes les fois qu'une nouvelle disposition légale ou réglementaire ou une convention collective modifie les rémunérations, conditions de travail ou avantages sociaux des agents de l'Etat.

L'avis de la commission paritaire comprend une évaluation de l'impact financier des modifications citées à l'alinéa précédent, ainsi qu'une proposition d'adaptation, suite à l'impact financier prédéterminé, du montant de l'enveloppe financière.

La commission se compose de respectivement un représentant du ministre des Finances, du ministre de la Fonction publique, de chaque ministre concerné par la présente loi, de chacun des syndicats les plus représentatifs au niveau national et de chacun des organismes regroupant au niveau national les employeurs signataires des conventions collectives du secteur social. La durée du mandat et les modalités de nomination et de fonctionnement de la commission sont réglées par règlement grand-ducal;

- c) les frais résultant de collaborateurs occasionnels ou bénévoles ;
- d) les frais en relation avec le louage, l'entretien et la réparation des bâtiments et l'équipement mobilier ;
- e) le cas échéant, les frais résultant des prestations spécifiques fournies par l'organisme concerné.

L'Etat verse sa participation en totalité ou en partie sous forme d'avances semestrielles, trimestrielles ou mensuelles. L'organisme présente au ministre un décompte annuel. Les sommes indûment touchées sont restituées au Trésor.

Art. 13. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 99 de la Constitution, l'Etat est autorisé à participer aux dépenses d'investissements concernant l'acquisition, la construction, la transformation, la modernisation, l'aménagement et l'équipement d'immeubles destinés à l'exercice des activités visées par la présente loi.

La participation aux dépenses d'investissements prévue à l'alinéa qui précède peut atteindre cinquante pour cent.

Au cas où le projet répond à un besoin urgent au plan régional ou national dûment constaté par le Gouvernement en conseil, le taux peut être porté jusqu'à quatre-vingts pour cent; ce taux peut être porté jusqu'à cent pour cent dans le cas où l'Etat doit prendre l'initiative d'un projet pour répondre à un manque d'infrastructure auquel l'activité des organismes s'est révélée impuissante à pourvoir.

L'Etat peut en outre garantir, en principal, intérêts et accessoires, le remboursement d'emprunts contractés aux mêmes fins par les organismes privés; au cas où l'organisme est obligé de contracter un emprunt pour assurer le pré-financement de la part des frais d'investissements qui lui sera versée par l'Etat, ce dernier peut en prendre à sa charge les intérêts.

Si pour une raison quelconque, l'organisme arrête les travaux énumérés ci-avant ou décide d'affecter l'objet subventionné à d'autres fins que celles pour lesquelles la subvention a été allouée, sans l'accord préalable du ministre compétent et ce avant l'expiration d'un délai à fixer par le contrat, délai qui ne peut toutefois être inférieur à 10 ans, l'Etat, après la mise en demeure par le ministre compétent, peut exiger le remboursement des montants alloués avec les intérêts au taux légal en vigueur à partir du jour du versement jusqu'au remboursement.

Pour garantir la restitution de sa participation financière prévue par le présent article, les immeubles ayant fait l'objet d'une participation financière sont grevés d'une hypothèque légale dont l'inscription est requise par le ministre ayant alloué les participations financières précitées. L'hypothèque dont le montant ne peut pas dépasser le montant des aides accordées par l'Etat est requise pour une durée de dix ans au moins, dans la forme et de la manière prescrites par les dispositions légales en vigueur. Les conditions, les modalités et le montant de la participation de l'Etat sont fixés dans un contrat à conclure entre l'organisme et l'Etat.

Chapitre 3 - La Commission d'Harmonisation et le Comité de Concertation

Art. 14. Il est créée une Commission d'Harmonisation, appelée ci-après la commission, qui a pour mission:

- d'émettre un avis sur la convention-type, ainsi que sur toute proposition de modification y relative;
- de faire des propositions de mise en oeuvre et, en général, de surveiller l'application des conventions;
- de faire, à la demande du ministre compétent, des propositions d'arbitrage en cas de litige entre parties;
- d'opérer une analyse et d'émettre un avis sur les décomptes annuels des frais de fonctionnement des services conventionnés;
- de faire des recommandations en vue d'une coordination et d'une planification des différentes activités pour lesquelles l'Etat accorde une participation financière;
- d'étudier, soit de sa propre initiative, soit à la demande du Gouvernement toute question se rapportant aux activités visées à l'article 1^{er}.

Art. 15. La commission se compose de 20 membres effectifs et de 20 membres suppléants, dont 10 membres représentant l'Etat et 10 membres représentant les personnes physiques et morales ayant signé une convention avec l'Etat conformément aux dispositions de l'article 11.

Selon le type d'activité concerné la commission peut mettre en place des sous-commissions qui peuvent être chargées de l'étude de questions spécifiques.

Les membres de la commission sont nommés par le Grand-Duc sur proposition des ministres compétents et des organismes représentant au niveau national les personnes physiques ou morales ci-avant visées. Ne peuvent être membres de la commission les personnes employées par les organismes et services visés par la présente loi.

Le mode de désignation des membres du conseil, la durée de leur mandat et les modalités de fonctionnement de la commission sont déterminés par voie de règlement grand-ducal.

Le Gouvernement met à la disposition de la commission les moyens financiers pour remplir ses missions légales.

Art. 16. Les ministres de la Famille et de la Santé convoquent annuellement un comité de concertation qui réunit:

- les ministres de la Famille, de la Promotion féminine, de la Jeunesse ainsi que de la Santé ou leurs représentants;
- quatre représentants des organismes gestionnaires ayant conclu pour leur(s) service(s) une convention avec l'Etat;
- quatre représentants des organismes gestionnaires disposant pour leur(s) service(s) de l'agrément, sans toutefois avoir conclu une convention avec l'Etat;
- quatre représentants des syndicats les plus représentatifs.

Il y a autant de membres suppléants que de membres effectifs.

Le comité de concertation examine et avise:

- les modifications des conditions d'agrément fixées par le règlement grand-ducal prévu à l'article 2 ci-avant
- le constat établi par le Gouvernement en conseil sur les besoins effectifs conformément à l'article 11 c).

Chapitre 4 - Dispositions pénales

Art. 17. Les infractions et les tentatives d'infraction aux dispositions des articles 1^{er} et 3 de la présente loi sont punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de dix mille et un à cinq millions de francs ou d'une de ces peines seulement.

La fermeture partielle ou totale d'institutions ou de services créés, transformés ou étendus en violation des dispositions de la présente loi pourra être ordonnée soit définitivement, soit temporairement pour une durée d'un mois à deux ans. Le juge pourra également interdire au condamné l'exercice temporaire, pour une durée de cinq à dix ans, ou définitif, soit par lui-même, soit par personne interposée, d'une activité visée par la présente loi.

Chapitre 5 - Dispositions transitoires

Art. 18. 1. L'employé de l'Etat affecté au ministère de la Famille, détenteur d'une maîtrise en psychologie et engagé le 01.10.1970, peut être nommé à la fonction de conseiller de direction première classe hors cadre à l'administration gouvernementale. En cas de nomination, sa carrière est reconstituée par la prise en considération des grades 12, 13, 14, 15 figurant à la rubrique I. «Administration générale» de l'annexe C de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, aux dates respectives des 01.10.1973, 01.10.1976, 01.10.1979 et 01.10.1985.

2. L'employée de l'Etat affectée au ministère de la Famille, détentrice d'une licence en sciences médico-sociales et hospitalières et engagée le 01.12.1973, peut être nommée à la fonction de conseiller de direction première classe hors cadre à l'administration gouvernementale. En cas de nomination, sa carrière est reconstituée par la prise en considération des grades 12, 13, 14 et 15 figurant à la rubrique I. «Administration générale» de l'annexe C de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, aux dates respectives des 01.07.1981, 01.07.1984, 01.07.1987 et 01.07.1993.

3. L'employée de l'Etat affectée au ministère de la Famille, détentrice d'une maîtrise en économie et engagée le 01.09.1990 peut être nommée à la fonction d'attaché de Gouvernement hors cadre à l'administration gouvernementale à condition de réussir à un examen de qualification dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 19. 1. Le médecin engagé depuis le 01.04.1985 en qualité d'employé de l'Etat dans le cadre du service d'action médico-socio-thérapeutique est intégré dans le cadre de la direction de la Santé et obtient une nomination à la fonction de médecin chef de division. Il est dispensé du stage et de l'examen de fin de stage. Son traitement est fixé sur la base d'une nomination fictive se situant deux années après la date de son engagement. La carrière de l'intéressé est reconstituée par la prise en considération des grades 15 et 16 figurant à la rubrique I. «Administration générale» de l'annexe C de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, aux dates respectives des 01.04.1987 et 01.04.1993. Il est dispensé de la formation complémentaire prévue à l'article 16 paragraphe (3) de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé.

2. L'employé de l'Etat, engagé le 01.01.1993 auprès de la direction de la Santé, qui est détenteur du diplôme de licencié en sciences médico-sociales et hospitalières, peut être nommé à la fonction d'attaché de Gouvernement hors cadre à l'administration gouvernementale à condition de réussir à un examen de qualification dont les conditions et modalités sont fixées par règlement grand-ducal.

Art. 20. Pour la reconstitution des carrières des agents visés aux articles 18 et 19 ci-avant, les dispositions de l'article 7, paragraphe 6 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat ne sont pas applicables et les années passées au service de l'Etat, déduction faite d'une période de stage de respectivement deux et trois ans, sont mises en compte aux intéressés pour l'application des dispositions de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que de celles de la loi modifiée du 28 mars 1986 portant harmonisation des conditions et modalités d'avancement dans les différentes carrières des administrations et services de l'Etat.

Les dispositions de l'article 6bis paragraphe III de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat leur sont applicables.

Art. 21. La loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la direction de la Santé est modifiée comme suit:

- le 3e tiret sous a) du paragraphe 1) de l'article 14 est remplacé par le texte suivant: «six médecins chefs de division»
- le 2e paragraphe sous b) de l'article 14 est modifié comme suit: «Le nombre total des emplois de la carrière supérieure ne pourra dépasser: vingt-et-une unités pour les médecins ...»

Art. 22. L'alinéa b) de l'article 13 de la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers est remplacé par le texte suivant:

b) les dépenses de personnel qui, pour les besoins de la fixation de la participation de l'Etat, sont chiffrées sur base des salaires et traitements calculés pour les ouvriers d'après les dispositions du contrat collectif des ouvriers de l'Etat, pour les employés/personnel d'encadrement d'après la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat et pour les employés/personnel administratif, d'après les dispositions du règlement modifié du Gouvernement en conseil du 1er mars 1974 fixant le régime des indemnités des employés occupés dans les administrations et services de l'Etat. La valeur du point indiciaire est fixée par référence à l'art. 1er B) de la loi du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat, ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, telle qu'elle a été modifiée. Sont prises en considération également pour le calcul de la participation de l'Etat, les dépenses encourues par le versement d'une biennale supplémentaire par les organismes aux employés de leurs services. Dans le cadre de l'enveloppe ainsi fixée, les modalités de travail et de rémunération du personnel peuvent être arrêtées par convention collective de travail entre les employeurs et les employés.

Chapitre 6 - Dispositions transitoires et finales

Art. 23. Pour l'année budgétaire en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le calcul de la participation de l'Etat aux dépenses de personnel, prévue à l'article 12 ci-avant, se fait d'après les dispositions des conventions en vigueur entre l'Etat et les organismes gestionnaires des services concernés par la présente loi.

L'enveloppe financière initiale, telle que prévue à l'article 12-b), sera déterminée par le budget de l'année budgétaire suivante, la commission paritaire prévue à l'article 12-b) demandée en son avis.

Pour la détermination de la participation financière de l'Etat prévue à l'article 12, le Gouvernement est autorisé à prendre en considération pour les agents du secteur conventionné certaines dispositions particulières à préciser par règlement grand-ducal. Les dépenses découlant de ces mesures, qui doivent exister à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont inscrites annuellement au budget de l'Etat.

Art. 24. Les personnes physiques et morales, qui exercent leur activité depuis plus d'une année et qui ne remplissent pas à la date d'entrée en vigueur de la présente loi les conditions pour obtenir l'agrément prévu à l'article 2, disposent d'un délai ne pouvant excéder cinq ans pour se conformer aux dispositions de la présente loi.

Pendant ce délai elles bénéficient d'un agrément provisoire obéissant aux conditions des articles 1er à 6. La décision du ministre attribuant l'agrément provisoire précisera pour chaque activité les exceptions à ces conditions. Ce délai peut être prorogé une seule fois pour une durée maximale de deux ans à condition que les bénéficiaires soumettent, avant l'échéance du délai en cours, un dossier documentant que les conditions prévues par la présente loi sont remplies.

Art. 25. La législation sur les établissements hospitaliers n'est pas applicable aux maisons de soins, ainsi qu'aux services d'aide et de prise en charge pour personnes victimes de la toxicomanie et de la maladie alcoolique, à moins qu'il s'agit de services faisant partie d'un hôpital et traitant les malades pendant la phase aiguë.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*La Ministre de la Famille,
Ministre de la Promotion féminine,*

Marie-Josée Jacobs

Le Ministre de la Jeunesse,

Alex Bodry

*Pour le Ministre de la Fonction publique
et de la Réforme administrative,*

la Ministre de la Famille,

Marie-Josée Jacobs

Pour le Ministre de la Santé,

la Ministre de la Sécurité sociale,

Mady Delvaux-Stehres

Le Ministre du Budget,

Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 8 septembre 1998.

Pour le Grand-Duc:
Son Lieutenant-Représentant
Henri
Grand-Duc héritier

Doc. parl. 3571; sess. ord. 1991-1992, 1992-1993, 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998.

CONDITIONS GENERALES

régissant les conventions visées par les articles 11 et 12 de la loi dite ASFT du 8 septembre 1998 pour les années 2007 à 2009

Vu la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, appelée ci-après la loi;

vu les règlements grand-ducaux portant exécution des articles 1er et 2 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique pour ce qui concerne l'agrément gouvernemental à accorder aux organismes gestionnaires, appelés ci-après les règlements ;

vu l'avis de la Commission d'Harmonisation;

les parties

l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg

représenté par Madame Marie-Josée JACOBS, Ministre de la Famille et de l'Intégration, appelé ci-après l'Etat;

et l'organisme gestionnaire:

représenté par:

pour son service:

appelé ci-après l'organisme gestionnaire,

conviennent de ce qui suit:

CHAPITRE 1. GENERALITES ET DEFINITIONS

1.1. La présente a pour objet de fixer les conditions générales des conventions à conclure conformément aux dispositions des articles 11 et 12 de la loi.

1.2. Chaque convention indique, conformément aux règlements pris en application des articles 1 et 2 de la loi, le secteur d'activités auquel elle s'applique.

CHAPITRE 2. ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. ENGAGEMENT DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE : PRESTATIONS A FOURNIR

2.1.1. La convention doit définir :

- le type d'activité exercée par le gestionnaire,
- la population cible, ainsi que les critères et procédures d'admission,
- le volume de la prestation à fournir.

2.1.2. QUALITE DES PRESTATIONS À FOURNIR

2.1.2.1. Un concept d'action général (CAG) à élaborer par l'organisme gestionnaire ou par l'organisme le représentant au niveau national, définit des standards de qualité, ainsi qu'un système d'évaluation de la qualité des prestations fournies. La convention peut préciser :

- un niveau de qualité à atteindre, aussi bien en ce qui concerne la qualité-cadre, qu'en ce qui concerne la qualité du processus et/ou la qualité du résultat,
- le type d'évaluation.

L'organisme gestionnaire s'engage à respecter pour la durée de trois ans son CAG, dûment approuvé par l'Etat.

Le CAG est annexé à la convention annuelle et en fait partie intégrante.

En vue de la signature des prochaines conditions générales, l'organisme gestionnaire soumet à l'Etat un projet de CAG au moins 12 mois avant l'expiration de la présente. L'Etat est tenu de communiquer par écrit au gestionnaire endéans un délai de 6 mois à partir de la date de réception du projet, sa prise de position.

En cas de désaccord, les parties disposent, à partir de la date de l'envoi de la prise de position de l'Etat, d'un délai de deux mois pour se concerter sur le CAG à adopter. En cas de persistance du désaccord à l'échéance de ce délai, l'Etat se réserve le droit de proposer au gestionnaire une convention pour signature, comprenant un concept d'action général adapté en fonction de sa prise de position.

2.1.2.2. L'organisme gestionnaire s'engage à communiquer annuellement à l'Etat pour le 15 mars un projet de budget pour l'année à venir. En complément au projet de budget, l'Etat se réserve le droit de demander la communication d'un programme de mise en œuvre de la prestation conformément au CAG accepté.

2.2. ENGAGEMENT DE L'ETAT : TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE

2.2.1. Parmi les types de participation financière de l'Etat suivants :

1. participation financière par couverture du déficit,
2. participation financière par unité de prestation,
3. participation financière forfaitaire ou par projet,
4. participation financière mixte,

la convention fixe le type de participation financière retenu.

2.2.1.1. Participation financière par couverture du déficit

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à 100% du solde des frais de fonctionnement acceptés par l'État et des recettes facturées aux usagers, ainsi que d'autres recettes à percevoir en rapport avec la prestation.

2.2.1.2. Participation financière par unité de prestation

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est établie en fonction du volume des prestations fournies et du prix unitaire par prestation fixé par la convention.

2.2.1.3. Participation financière forfaitaire ou par projet

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi est constituée d'un montant invariable fixé sur base d'une négociation entre parties.

2.2.1.4. Participation financière mixte

La participation financière de l'Etat versée en vertu des articles 12 a) et b) et de l'article 23 de la loi correspond à une combinaison des différents types de participation financière retenus pour les différentes prestations prévues à la convention.

CHAPITRE 3. MODALITES DE GESTION FINANCIERE

3.1. PARTICIPATION FINANCIERE DES USAGERS

3.1.1. Le mode de participation financière des usagers, respectivement de leur représentant légal est déterminé par le ministre.

Au cas où le mode de participation financière des usagers retenu tient compte du coût réel par mois d'une prestation, les éléments à prendre en compte pour la détermination des prix de référence sont les suivants:

- frais administratifs,
- frais de supervision / services de tiers,
- frais d'équipement,
- frais d'entretien et de gestion,
- frais de personnel.

L'organisme gestionnaire est informé des prix de référence au moins un mois avant leur mise en vigueur.

3.1.2. En principe, le revenu minimum garanti constitue le montant minimum pris en considération à titre de revenu familial pour toute communauté domestique. Dans des cas de rigueurs dûment motivés, l'Etat peut accorder des dérogations à ce principe.

En cas d'application d'un barème, le revenu moyen par mois représente le 12e de l'ensemble des revenus annuels, de quelque nature qu'ils soient, dont disposent les usagers ou leur représentant légal. Les revenus à exclure de l'ensemble des revenus sont les allocations familiales ainsi que les prestations en espèces de l'assurance dépendance. Les calculs relatifs à la participation financière des usagers sont à documenter par des pièces justificatives.

3.1.3. Les modalités de calcul et de facturation de la participation financière des usagers sont précisées dans la convention.

3.2. DONLS, LEGS ET INTERETS

Les dons en nature, en argent et les intérêts y relatifs, de même que les intérêts créditeurs en rapport avec les avances de l'Etat ne comptent pas comme recettes. L'organisme gestionnaire est tenu de documenter que les intérêts créditeurs ont été utilisés au profit de la population cible définie ci avant.

En contrepartie, l'Etat ne prend pas en considération les intérêts débiteurs sur tout emprunt que l'organisme aura dû contracter pour avancer la participation de l'Etat non encore versée.

3.3. PARTICIPATION FINANCIERE DE L'ETAT

3.3.1. En cas de participation financière par unité de prestation ou par forfait/projet, l'organisme gestionnaire est tenu de documenter le volume des prestations fournies suivants les modalités fixées à la convention.

3.3.2. En cas de participation financière par couverture du déficit, la prise en compte des frais courants d'entretien et de gestion, des frais de personnel, des frais de consultations externes et des frais d'entretien et de réparation des bâtiments et d'équipement mobilier se fait d'après les dispositions suivantes.

3.3.2.1. Frais courants d'entretien et de gestion

3.3.2.1.1. Le prix de pension global (PPG, défini à l'annexe intitulée «Détermination du prix de pension global et de la participation financière de l'Etat ») correspond aux frais de fonctionnement budgétisés de l'accueil organisé par l'organisme gestionnaire.

La participation de l'Etat aux frais courants d'entretien et de gestion est arrêtée par l'Etat en tenant compte des dépenses du dernier exercice clôturé, du budget prévisionnel prévu au point 2.1.2.2., ainsi que de l'évolution prévisionnelle de l'indice du coût de la vie.

3.3.2.1.2. Les frais courants d'entretien et de gestion sont présentés à l'aide du formulaire intitulé "Situation des frais courants d'entretien et de gestion"; la ventilation des frais se fait suivant l'annexe intitulée "Ventilation des frais courants d'entretien et de gestion annuels des usagers" (regroupement comptable).

3.3.2.2. Frais de personnel pris en compte conformément aux dispositions des articles 12 b) et 23 de la loi

3.3.2.2.1. La participation de l'Etat aux frais de personnel se base sur le personnel engagé conformément au relevé du personnel. Elle ne pourra excéder ni les montants déterminés par application de la convention collective de travail en vigueur et acceptée par l'Etat ni l'enveloppe financière accordée par l'Etat conformément aux articles 12 et 23 de la loi.

Conformément à la décision du Gouvernement en conseil du 31 mars 2000, l'Etat prend en charge les suppléments pour travail supplémentaire tel que défini par l'accord complémentaire - organisation du temps de travail (art. 9 CCT SAS).

La non-occupation temporaire d'un poste ou son occupation par une personne sous-qualifiée donnent lieu à une prise en compte des frais réels.

3.3.2.2.2. L'engagement de personnel par des moyens financiers du gestionnaire, autres que ceux prévus par la convention, n'a pas d'incidence sur la participation de l'Etat.

3.3.2.2.3. Des dispositions concernant le personnel sont reprises à la convention.

3.3.2.3. Frais de consultations externes

3.3.2.3.1. L'Etat met à la disposition de l'organisme gestionnaire un montant pour frais de consultations externes. Ce montant est repris à l'annexe "Détermination du PPG et de la participation financière de l'Etat". Les parties représentées à la plate-forme s'accordent sur le type de consultations externes du service.

Les consultants externes ne peuvent être:

- ni membres du personnel de l'organisme gestionnaire soussigné,
- ni membres d'un organe décisionnel de l'organisme gestionnaire,
- ni membres du personnel du ministère compétent,
- ni usagers.

3.3.2.3.2. Les tarifs horaires maxima (ind. 100 ; TVA non comprise) pris en considération pour la fixation de la participation financière de l'Etat sont les suivants :

- universitaire détenteur d'un doctorat de troisième cycle ou médecin	7,78 euro
- universitaire détenteur d'un diplôme portant sur 4 années d'études au moins donnant accès à la carrière supérieure de l'Etat(ex. : psychologue)	7,06 euro
- assistant social, pédagogue curatif, kinésithérapeute	6,07 euro
- éducateur gradué, instituteur	5,35 euro
- infirmier	4,39 euro
- éducateur	3,99 euro

L'Etat ne participe pas à des frais pour des rémunérations supplémentaires à titre de frais de déplacement, frais de préparation etc.

3.3.2.4. Frais liés au recours à des collaborateurs occasionnels ou bénévoles

3.3.2.4.1. Frais liés au recours à des collaborateurs occasionnels

Est à considérer comme collaborateur occasionnel la personne qui, sous l'autorité hiérarchique mise en place par l'organisme gestionnaire, exécute des tâches précises et non durables contre rémunération. Les relations entre l'organisme gestionnaire et le collaborateur sont réglées par un contrat de travail.

L'organisme gestionnaire décide des besoins en matière de collaborateurs occasionnels appelés à compléter l'action du personnel d'encadrement.

A la demande de l'organisme gestionnaire, la ministre met annuellement un budget "collaborateurs occasionnels" à la disposition du service, en fonction des besoins et selon les disponibilités budgétaires du ministère.

3.3.2.4.2. Frais liés au recours à des collaborateurs bénévoles

Est à considérer comme bénévole la personne qui s'engage à fournir des services pour le compte de l'organisme gestionnaire sans que cette activité ne puisse donner lieu à rémunération ou indemnisation. L'activité du bénévole est couverte par les assurances responsabilité civile et accidents conclues par les organismes gestionnaires. Au cas où le

bénévole a bénéficié de remboursements de frais, ces frais peuvent être éligibles dans le cadre des frais pris en charge par l'Etat.

La participation financière de l'Etat versée en vertu de l'article 12 c) de la loi correspond au montant accepté par l'Etat des frais du service présentés par l'organisme gestionnaire.

3.3.3. Frais d'entretien et de réparation des bâtiments, d'équipement mobilier – article 12 d) de la loi

3.3.3.1. Principes de base

L'octroi d'un soutien financier aux frais d'entretien et de réparation des bâtiments et à l'équipement mobilier (article 12 d) de la loi) est subordonné aux conditions suivantes:

- une demande écrite doit être adressée au ministre par l'organisme gestionnaire,
- en cas d'une demande postérieure à la réalisation, la participation financière est refusée, sauf justification pertinente à apprécier par l'Etat,
- en cas d'urgence (dépannage urgent), le service technique du Ministère de la Famille et de l'Intégration doit être informé dans les 24 heures et une demande écrite doit être adressée au ministre dans les 7 jours,
- une autorisation accordée devient caduque passé le délai d'une année,
- pour être recevable, toute facture doit être présentée au ministre compétent,
- la participation financière de l'Etat ne peut être affectée qu'au projet pour lequel elle a été accordée.

3.3.3.2. Frais d'équipement de faible valeur

3.3.3.2.1. Dans le cadre de la convention et dans les limites des crédits budgétaires afférents, l'Etat verse annuellement à l'organisme gestionnaire un montant destiné à couvrir les frais d'équipement d'un montant unitaire maximal de 870 euro ttc.

3.3.3.2.2. L'organisme gestionnaire est autorisé à affecter la partie de ce montant, non utilisée au 31 décembre de l'année en cours, à une « Réserve pour frais d'équipement de faible valeur ».

3.3.3.2.3. Lorsque la réserve prévue ci-avant atteint le quintuple du montant touché lors de l'exercice précédent, le versement annuel est suspendu, le montant annuel théorique figurant pour mémoire à la convention.

3.3.3.3. Entretien de base ; mise en conformité ; réparation des infrastructures ; équipement mobilier

3.3.3.3.1. Entretien des immeubles et des installations techniques

L'Etat participe aux frais résultant de contrats d'entretien concernant le chauffage, les ascenseurs, monte-charges, cuisines professionnelles (HACCP) et les installations techniques de sécurité. Sur demande dûment motivée, l'Etat peut également participer aux frais résultant d'autres contrats d'entretien.

L'Etat participe aux frais d'entretien, de réparation et de remplacement des installations techniques des immeubles.

Sur demande dûment motivée, l'Etat peut participer aux frais d'entretien des immeubles.

3.3.3.3.2. Mise en conformité des infrastructures

L'Etat participe aux frais de mise en conformité des infrastructures aux dispositions des règlements d'exécution de la loi.

3.3.3.3. Equipement mobilier

L'Etat participe aux frais de renouvellement du premier équipement, dans la limite des montants maximums définis par l'Etat.

Sur demande motivée, l'Etat peut participer aux frais d'acquisition d'équipements supplémentaires, dans la limite des montants maximums définis par l'Etat.

3.3.3.4. Louage

L'Etat peut participer aux frais de louage d'infrastructures, conformément aux dispositions ci-après :

- 1) L'immeuble est propriété de l'Etat et l'organisme gestionnaire est locataire.

L'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

- 2) L'immeuble est mis à disposition de l'organisme gestionnaire par la commune

L'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

- 3) L'immeuble est propriété d'une personne juridique autre que l'Etat et l'organisme gestionnaire est locataire.

Si le propriétaire perçoit un loyer correspondant ou ayant correspondu au moment de la conclusion du contrat au rendement locatif de l'immeuble de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

Si le propriétaire ne perçoit pas de loyer de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

Si le propriétaire perçoit un loyer symbolique de la part de l'organisme gestionnaire, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire, ainsi que 50% des frais incombant au propriétaire.

L'Etat peut participer aux frais de travaux de transformation exécutés pour répondre à un besoin spécifique de l'organisme gestionnaire.

- 4) L'immeuble est propriété de l'organisme gestionnaire.

Si l'organisme gestionnaire perçoit un loyer correspondant ou ayant correspondu au moment de la conclusion du contrat au rendement locatif de l'immeuble, l'Etat prend en charge tous les frais qui incomberaient à l'organisme gestionnaire en tant que locataire.

Si l'organisme gestionnaire ne perçoit pas de loyer, l'Etat prend en charge tous les frais liés à l'immeuble.

Si l'organisme gestionnaire perçoit un loyer symbolique, l'Etat prend en charge tous les frais incombant à l'organisme gestionnaire en tant que locataire, ainsi que 50% des frais incombant au propriétaire.

L'Etat peut participer aux frais de travaux de transformation exécutés pour répondre à un besoin spécifique de l'organisme gestionnaire.

L'évaluation des loyers est de la compétence de la Commission des loyers de l'Etat.

3.4. AVANCES

3.4.1. Les avances sur la participation financière estimée de l'Etat sont fractionnées et

versées comme suit :

- 50% en janvier (1^{ère} avance),
- 25% en juin (2^{ème} avance),
- entre 0 et 25 % en octobre sur base du décompte semestriel provisoire (3^{ème} avance).

Dans le cas d'une convention cosignée par une commune ou un syndicat intercommunal les avances sur la participation financière estimée de l'Etat peuvent être fractionnées et versées comme suit :

- 80% en janvier (1^{ère} avance),
- entre 0 et 20 % en octobre sur base du décompte semestriel provisoire (2^{ème} avance).

3.4.2. Dans le cas de prestations financées par couverture du déficit, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- une déclaration des frais de personnel effectifs des 6 premiers mois de l'année (décomptes individuels, historiques des parts patronales individuelles, totaux par service, occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une déclaration provisoire des frais courants d'entretien et de gestion des 6 premiers mois de l'année,
- un état provisoire des recettes facturées au cours des 6 premiers mois de l'exercice,
- un état des services prestés (liste de présences etc.) au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation détaillée des frais de personnel prévisible pour les 6 derniers mois de l'année (prévisions individuelles et par service avec occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une estimation des frais courants d'entretien et de gestion prévisibles pour les 6 derniers mois de l'année,
- une estimation des recettes facturées au cours des 6 derniers mois de l'année,
- pour l'ensemble du personnel qui a été engagé sur les postes repris aux différents relevés du personnel par l'organisme gestionnaire au cours des 6 premiers mois de l'année, les pièces à l'appui servant à définir le niveau de remboursement des frais de personnel en concordance avec les articles 12 et 23 de la loi: copie des diplômes, copie des certificats de travail des employeurs précédents, copie des contrats de travail et toutes autres pièces dont les services de l'État auraient besoin.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.4.3. Dans le cas de prestations financées par unité de prestation, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- un état provisoire des recettes facturées au cours des 6 premiers mois de l'exercice,
- un état des services prestés (liste de présences etc.) au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation des recettes à facturer au cours des 6 derniers mois de l'année,
- une estimation du volume des services à prester au cours des 6 derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.4.4. Dans le cas de prestations financées par forfait, l'organisme gestionnaire s'engage à fournir à l'Etat pour le 31 juillet de l'exercice en cours, aux fins de la détermination par ce

dernier des avances à verser, les déclarations et pièces suivantes:

- un état des services prestés au cours des 6 premiers mois de l'année,
- une estimation du volume des services à prester au cours des 6 derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.5. DECOMPTES

3.5.1. Les projets de décompte annuel sont présentés par l'organisme gestionnaire pour le 10 février de l'année suivant l'exercice en cours.

3.5.2. En matière de décompte des frais de personnel, l'organisme gestionnaire présente un décompte annuel reprenant les frais de personnel pour les salariés engagés sur les postes repris au relevé du personnel de la présente convention.

3.5.3. L'organisme gestionnaire s'engage à fournir pour le 10 février de l'année suivante au plus tard à l'Etat les déclarations suivantes:

- une déclaration de ses frais de personnel effectifs en rapport avec l'exercice en cours en application des Conventions Collectives de Travail du Secteur d'Aide et de Soins et du Secteur Social (décomptes individuels, historiques des parts patronales individuelles, totaux par service, occupation des postes prévus au relevé du personnel),
- une déclaration de ses frais d'entretien effectifs,
- un état détaillé de ses recettes facturées et des recettes déclarées irrécouvrables conformément à la procédure prévue à la convention,
- un état détaillé des services fournis (liste de présence etc.) au cours de l'exercice,
- la situation annuelle est à faire suivant les formulaires et annexes prévus à la convention.

Dans le cas d'une prestation financée par couverture du déficit, sont à joindre en outre les pièces définies au tiret 8 de 3.4.2. ci-avant pour l'ensemble du personnel engagé sur les postes repris aux différents relevés du personnel au cours des six derniers mois.

Ces déclarations et pièces sont à fournir sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par l'Etat.

3.5.4. Au vu de la situation au 31 décembre de l'année écoulée, le projet de décompte de la gestion journalière de l'organisme gestionnaire est analysé au plus tard avant la fin du premier trimestre par les représentants des parties signataires, qui pourront se faire assister par un expert.

3.5.5. L'organisme gestionnaire présente pour le 31 juillet de l'exercice en cours une copie conforme des bilan et comptes d'exploitation générale de l'exercice écoulé déposés conformément aux dispositions légales.

3.6. AUTRES DISPOSITIONS FINANCIERES

3.6.1. L'organisme gestionnaire s'engage à rembourser au Trésor Public toute somme indûment touchée.

3.6.2. L'organisme s'engage à ne pas réclamer auprès d'une quelconque autre instance, une somme ayant déjà été prise en compte par la convention. Une double facturation en rapport avec une même et seule dépense peut entraîner la résiliation de la convention, nonobstant la réparation civile et une poursuite pénale de l'auteur.

CHAPITRE 4. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES

4.1. En matière d'exécution de la prestation définie dans la convention, les parties collaborent au sein d'une plate-forme de coopération qui a pour mission de suivre l'exécution du mode de réalisation de la prestation et de s'accorder pour autant que nécessaire sur les adaptations des mesures et moyens d'exécution de cette prestation.

Dans le cadre de cette mission, elle examine les principes généraux et procédures de l'assurance qualité dont notamment la prise en charge de l'usager, l'évolution en matière de population cible, en matière de règles et procédures d'admission, des taux d'occupation, des projets sociaux et/ou pédagogiques des services.

Les grandes lignes de l'évolution du budget pour l'exercice suivant sont discutées chaque année au sein de la plate-forme : les nouveaux projets, l'évolution probable des frais de fonctionnement, l'estimation des recettes, les dotations et les qualifications du personnel. Sur base de ces discussions l'organisme gestionnaire présente son projet de budget au ministre, conformément à l'article 2.1.2.2..

La plate-forme est composée de représentants des parties signataires de la convention. Chaque partie peut être représentée au maximum par trois personnes physiques et chaque personne physique ne peut représenter qu'une seule partie.

4.2. Le gestionnaire convoque la plate-forme à la demande d'une des parties. Un procès-verbal est obligatoirement dressé après chaque réunion endéans les 15 jours et est à signer par les parties représentées au sein de la plate-forme.

CHAPITRE 5. MOYENS D'INFORMATION, DE CONTROLE ET DE SANCTION DE L'ÉTAT

5.1. Le ministre ou son représentant ont le droit de s'informer auprès des organes de l'organisme gestionnaire, du personnel et de la population cible, de tout ce qui est en rapport avec les activités de la structure et de la prise en charge de la population cible.

Tout incident ayant causé des dégâts corporels et ayant nécessité une intervention médicale est à signaler dans la huitaine au ministre de tutelle par l'intermédiaire du représentant du ministre au sein de la plate forme de coopération.

L'exercice d'évacuation annuel donne lieu à la rédaction d'un rapport.

L'organisme gestionnaire s'engage à collaborer à l'établissement de statistiques par le ministère de tutelle. Une liste des documents à adresser d'office au ministère est annexée à la présente.

5.2. Conformément à l'article 11 a) de la loi, le ministre exerce un droit de contrôle sur l'exécution de la prestation à laquelle s'est obligé l'organisme. Ce droit peut comprendre un contrôle sur place par le représentant du ministre, l'organisme gestionnaire dûment informé au préalable. En cas de constat d'une irrégularité grave quant à l'exécution de la prestation, le ministre peut décider d'infliger des sanctions, la plate-forme ayant présenté son rapport et la commission d'harmonisation entendue en ses propositions d'arbitrage.

5.3. Conformément à l'article 11 a) de la loi, le ministre exerce un droit de contrôle sur les modalités de gestion financière à observer par le bénéficiaire telles qu'elles sont définies dans le cadre de la convention. Le contrôle se fait sur base des pièces et documents fournis en exécution des dispositions de la convention, dont notamment un décompte annuel. Ce droit de contrôle peut s'exercer sur place par le ministre ou son représentant, avec libre accès aux pièces comptables ainsi qu'à tout autre document indispensable au contrôle de la gestion financière. Ces visites sur place doivent être annoncées avec un préavis par écrit de

48 heures. Lors de ces visites, les parties peuvent se faire assister par une personne de leur choix.

5.4. Le ministre peut, sur proposition de la CH, infliger à un organisme gestionnaire une sanction financière dans le cas de la présentation au décompte de dépenses prédéfinies, manifestement étrangères au fonctionnement normal du service concerné. La sanction financière ne peut pas dépasser le décuple du montant concerné.

CHAPITRE 6. COMPTABILITE DU BENEFICIAIRE

6.1. Le gestionnaire est tenu d'appliquer le plan comptable uniforme des organismes dont les activités sont cofinancées par l'Etat.

CHAPITRE 7. PROCEDURES

7.1. DUREE

7.1.1. Les conditions générales sont conclues pour une durée de 36 mois, renouvelables tacitement pour des périodes de même durée sauf résiliation par l'une des deux parties par lettre recommandée au moins six mois avant leur échéance.

Dans la limite des périodes d'application des conditions générales et des moyens budgétaires, la convention, reprenant les spécificités applicables à l'organisme gestionnaire, est conclue pour la durée d'un an, renouvelable tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une des parties, au moins trois mois avant échéance par lettre recommandée avec accusée de réception.

7.2. MODALITES DE CONCLUSION, DE MODIFICATION ET DE RESILIATION

7.2.1. Les négociations en vue de nouvelles conditions générales et/ou d'une nouvelle convention pour un secteur d'activité et/ou un type de participation financière de l'Etat déterminés sont menées entre ce dernier et les organismes représentatifs au niveau national, tels que déterminés à l'article 15 de la loi.

7.2.2. Respectivement l'Etat et les organismes représentatifs au niveau national peuvent introduire des propositions de modification des conditions générales et/ou de la convention au moins 6 mois avant son échéance.

7.2.3. Chacune des parties contractantes peut résilier les conditions générales ou la convention au cas où l'autre partie en a enfreint les dispositions. Toutefois, elle est tenue de sommer préalablement par lettre recommandée l'autre partie contractante de se conformer aux dispositions de l'engagement concerné. La sommation doit obligatoirement contenir un délai de mise en conformité.

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de résilier les conditions générales respectivement la convention pour une raison grave. Par raison grave dans le sens du présent alinéa il y a lieu d'entendre :

- faute grave clairement imputable à l'autre partie,
- cessation des activités de l'organisme gestionnaire,
- retard de paiement de la participation financière de plus de deux mois par rapport à l'échéancier établi de commun accord.

En cas de prestation d'un volume de services inférieur à la moitié du volume décrit dans la convention et ce pendant 6 mois d'affilée, l'Etat peut résilier la convention. Toutefois, l'Etat est tenu de sommer préalablement par lettre recommandée l'organisme gestionnaire de se

conformer endéans un délai de 2 à 6 mois aux dispositions de la convention. Cette disposition ne s'applique pas pendant les 24 premiers mois aux structures nouvellement créées, ni pour le même délai aux extensions de structures.

La résiliation des conditions générales entraîne de plein droit la résiliation de la convention.

7.3. FIN DES RELATIONS CONTRACTUELLES

7.3.1. En cas de cessation des activités par l'organisme gestionnaire, ce dernier collabore avec l'Etat en vue de la reprise éventuelle des activités par un autre organisme gestionnaire. Si l'organisme gestionnaire refuse la collaboration, les frais de cessation des activités sont à sa charge.

Au sens de la présente disposition il a y lieu d'entendre par le terme de « collaboration »:

- la transmission au nouvel organisme gestionnaire de toutes pièces et documents administratifs liés à la gestion de l'activité dans un délai raisonnable,
- l'abstention de toute décision pouvant porter préjudice à une bonne et efficiente gestion par le repreneur, ainsi que de toute décision engageant le repreneur à moyen ou à long terme,
- l'accès du repreneur, sur demande, aux infrastructures où est exercée l'activité.

Si l'Etat décide de ne pas faire reprendre les activités ou de ne plus conventionner cette activité, il s'engage à prendre en charge les frais liés à la cessation éventuelle des activités. Sont seuls éligibles les frais établis conformément aux dispositions des lois, règlements et de la présente convention.

En cas de cessation des activités, suite à une résiliation pour faute grave des conditions générales ou de la convention par l'Etat ou en cas de retrait de l'agrément, les frais de cessation des activités sont en charge de l'organisme gestionnaire.

Au sens des présentes dispositions les frais de cessation comprennent notamment :

- les frais en rapport avec le licenciement du personnel figurant au relevé du personnel de la convention ou du relevé ayant servi de pièce à négociation pour la fixation du forfait respectivement au coût de l'unité en question,
- les frais qui pourraient naître à la suite de la résiliation de baux à loyer en rapport avec l'objet de la convention,
- les frais en rapport avec la résiliation de contrats d'entretien en rapport avec l'objet de la convention.

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 26**18 février 2009**

S o m m a i r e**CHEQUES-SERVICE ACCUEIL**

Règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil» page 376

Règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le «chèque-service accueil».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique;

Vu la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

Vu l'article 2 paragraphe 1 de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration et après délibération du Gouvernement en Conseil:

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Dans le domaine de l'accueil éducatif extrascolaire, il est institué un dispositif de gratuité partielle et de participation financière parentale réduite favorisant l'accès des bénéficiaires à des prestations éducatives professionnelles.

Le dispositif est désigné ci-après par le terme «chèque-service accueil».

Art. 2. Le chèque-service accueil s'adresse à tous les enfants de moins de 13 ans ou n'ayant pas quitté l'enseignement fondamental et qui résident sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

A titre exceptionnel, le bénéfice du chèque-service accueil est accordé aux enfants qui ne résident pas sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, mais qui en date du 1^{er} janvier 2009 étaient inscrits dans une structure d'accueil aux frais de fonctionnement de laquelle l'Etat participe par le biais soit d'une convention, soit de la location de chaises auprès des crèches privées.

Le chèque-service accueil bénéficie particulièrement aux enfants exposés au risque de pauvreté et menacés d'exclusion sociale:

- soit aux enfants vivant dans les ménages de bénéficiaires du revenu minium garanti,
- soit aux enfants identifiés comme étant exposés au risque de pauvreté par les administrations communales ou le Ministère de la Famille et de l'Intégration, en collaboration avec les services psycho-sociaux, socio-éducatifs ou médico-sociaux publics et privés.

Les critères d'identification des enfants exposés au risque de pauvreté sont le niveau faible du revenu du ménage, le surendettement, les charges extraordinaires, la maladie d'un des membres du ménage ainsi que l'intérêt supérieur de l'enfant.

Les modalités d'identification sont les suivantes:

- initiative d'une demande d'intervention de la part de l'administration communale compétente, de l'école, d'un service psycho-social, socio-éducatif ou médico-social, du médecin traitant, des parents ou représentants légaux ou de l'enfant,
- avis favorable d'un service psycho-social, socio-éducatif ou médico-social,
- motivation et documentation de la décision afférente.

Art. 3. Le bénéfice du chèque-service accueil ne peut être accordé aux enfants qu'en fonction des places disponibles dans les services d'accueil éducatif.

L'admission et les priorités d'admission des enfants sont définies par l'administration communale compétente et/ou par le gestionnaire du service d'accueil éducatif d'après le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant considéré en fonction des critères sociaux, économiques, familiaux, médicaux, scolaires et psychiques.

Les crédits d'heures dont question aux articles 5, 6, 7 et 8 ne peuvent être reportés d'une semaine à l'autre.

Art. 4. Les prestataires du chèque-service accueil sont:

- les maisons relais pour enfants agréées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration,
- les crèches, foyers de jour pour enfants et garderies agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration,
- les internats socio-familiaux agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration,
- les assistants parentaux agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration,
- les activités de vacances reconnues par le Ministère de la Famille et de l'Intégration,
- les institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, les écoles de sport et les services de formation informelle au niveau associatif reconnus à cette fin par leur ministre de tutelle respectif.

Sont reconnues comme activités de vacances:

- les initiatives développées par des services publics ou privés conventionnés,
- les initiatives développées par des prestataires privés non conventionnés à condition qu'ils poursuivent des objectifs socio-éducatifs reconnus par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, qu'ils opèrent sans but lucratif et qu'ils recourent à des collaborateurs bénévoles.

Les gestionnaires de services qui n'ont pas signé de convention avec leur ministre de tutelle respectif sont reconnus comme prestataire du chèque-service accueil dans le cadre d'un accord de collaboration. Cet accord définit leurs droits et obligations dans le cadre du chèque-service accueil et arrête les modalités de coopération avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration et l'organisme œuvrant comme opérateur du chèque-service accueil.

Art. 5. Le bénéfice du chèque-service accueil s'exprime par les avantages suivants:

- gratuité partielle de l'accueil éducatif,
- bénéfice d'une participation financière parentale appelée «tarif chèque-service»,
- bénéfice d'une participation financière parentale appelée «tarif socio-familial».

Art. 6. Nonobstant les dispositions des articles 7 et 8, la valeur maximale du chèque-service accueil, au choix des parents ou représentants légaux, est la suivante:

- soit 3 heures d'accueil éducatif hebdomadaires gratuites, 21 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service» et 36 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif socio-familial»,
- soit une réduction de 20% sur le prix d'inscription à l'internat socio-familial, tel que ce prix est arrêté par voie de convention,
- soit une réduction sur le prix d'inscription dans une institution d'enseignement musical dans le secteur communal, dans une école de sport et/ou dans un service de formation informelle au niveau associatif reconnu à cette fin par leur ministre de tutelle respectif.

De cas en cas, pour des motifs psycho-sociaux justifiés et pour une durée renouvelable d'un an, l'administration communale compétente peut décider d'accorder à un enfant 6 respectivement 11 heures supplémentaires d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service». Une telle décision diminue de 6 respectivement de 11 heures le crédit des heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif socio-familial».

Pendant les vacances scolaires sont appliqués par semaine d'accueil, en ce qui concerne la participation financière des parents ou représentants légaux, et d'après la formule la plus avantageuse pour les parents ou représentants légaux:

- soit le «tarif chèque-service» et le «tarif socio-familial» selon la grille en annexe,
- soit un tarif forfaitaire par semaine de présence de 100 euros, repas principaux non compris.

Art. 7. Pour les enfants qui vivent dans les ménages bénéficiaires du revenu minimum garanti, la valeur maximale du chèque-service accueil est la suivante:

- a) en période scolaire:
 - soit 25 heures d'accueil éducatif hebdomadaires gratuites et 35 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service»,
 - soit une réduction de 50% sur le prix d'inscription dans un internat socio-familial, tel que ce prix est arrêté par voie de convention;
- b) en période de vacances d'été, pendant quatre semaines, au choix des parents ou représentants légaux:
 - soit 25 heures d'accueil éducatif hebdomadaires gratuites et 35 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service»,
 - soit l'inscription gratuite à une ou plusieurs activités de vacances, pour une durée maximale de quatre semaines,
 - soit des choix combinés dont la durée totale ne dépasse pas quatre semaines;
- c) l'inscription gratuite à des activités de vacances complémentaires organisées pendant les vacances scolaires et/ou l'inscription gratuite dans une institution d'enseignement musical dans le secteur communal, dans une école de sport et/ou dans un service de formation informelle au niveau associatif reconnu à cette fin par leur ministre de tutelle respectif, sur avis favorable des services psycho-sociaux, socio-éducatifs ou médico-sociaux.

Art. 8. Pour les autres enfants exposés au risque de pauvreté, tels que définis à l'article 2, la valeur maximale du chèque-service accueil est la suivante:

- a) en période scolaire:
 - soit 15 heures d'accueil éducatif hebdomadaires gratuites et 45 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service»,
 - soit une réduction de 33% sur le prix d'inscription dans un internat socio-familial, tel que ce prix est arrêté par voie de convention;
- b) en période de vacances d'été, pendant quatre semaines, au choix des parents ou représentants légaux:
 - soit 15 heures d'accueil éducatif hebdomadaires gratuites et 45 heures d'accueil éducatif hebdomadaires à «tarif chèque-service»,
 - soit l'inscription gratuite à une ou plusieurs activités de vacances, pour une durée maximale de quatre semaines,
 - soit des choix combinés dont la durée totale ne dépasse pas quatre semaines;
- c) l'inscription gratuite à des activités de vacances complémentaires organisées pendant les vacances scolaires et/ou l'inscription gratuite dans une institution d'enseignement musical dans le secteur communal, dans une école de sport et/ou dans un service de formation informelle au niveau associatif reconnu à cette fin par leur ministre de tutelle respectif, sur avis favorable des services psycho-sociaux, socio-éducatifs ou médico-sociaux.

Art. 9. La participation financière des parents est définie en fonction des critères suivants:

- la présence effective de l'enfant et/ou les plages d'inscription préalable selon les modalités arrêtées par l'administration communale et/ou par le gestionnaire,
- les grilles des tarifs en annexe.

Est considéré comme revenu du ménage, le revenu imposable tel qu'il est attesté par le bulletin d'impôt le plus récent ou les trois fiches mensuelles de rémunération les plus récentes accompagnées d'un certificat attestant que le déclarant n'est pas soumis à l'obligation d'effectuer une déclaration d'impôt ou à défaut toute autre pièce documentant le revenu actuel.

Le rang de l'enfant bénéficiaire considéré au niveau de la participation parentale correspond au rang dans le groupe des frères et sœurs bénéficiaires des prestations familiales.

Art. 10. Le bénéfice du chèque-service accueil est réservé aux enfants dont les parents ou représentants légaux adhèrent au dispositif.

Les modalités d'adhésion sont effectuées sous la responsabilité de l'administration communale de résidence de l'enfant et comprennent les démarches suivantes:

1. la demande formelle des parents ou représentants légaux;
2. la communication des données requises en vue de l'adhésion au chèque-service accueil:
 - le nom et le prénom de l'enfant,
 - le matricule national de l'enfant,
 - les noms et prénoms des parents ou représentants légaux,
 - l'adresse de l'enfant,
 - l'adresse de facturation des prestations,
 - le rang de l'enfant dans le groupe des frères et sœurs bénéficiaires des prestations familiales,
 - à titre facultatif: les données sur la situation de revenu du ménage,
 - à titre facultatif: l'accord des parents ou représentants légaux pour l'établissement d'une domiciliation,
 - la langue de communication choisie par les parents ou représentants légaux;
3. l'établissement d'un contrat d'adhésion, signé par les parents ou représentants légaux et documentant leur accord avec les modalités administratives prévues par le dispositif et pour le traitement informatique des données y relatives;
4. la délivrance d'une carte d'adhésion individuelle.

L'adhésion est valable pour une durée maximale de 12 mois. A la demande des parents ou représentants légaux, les données peuvent être adaptées à tout moment.

Art. 11. Le chèque-service accueil entre en vigueur le 1^{er} mars 2009.

Les contrats conclus dans le cadre de la location de chaises par l'Etat auprès des crèches privées sont résiliés avec effet au 1^{er} mars 2009.

Art. 12. (1) En vue de la gestion des demandes introduites dans le cadre du dispositif chèque-service, il est créé une banque de données sous l'autorité du ministre ayant la Famille dans ses attributions, ci-après appelé «ministre», qui est établie conformément aux dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

La banque des données renferme les données suivantes:

- a) nom, prénom, adresse et matricule des père et mère ou du tuteur exerçant l'autorité parentale sur l'enfant bénéficiaire du dispositif chèque-service et introduisant la demande pour le compte de l'enfant;
- b) nom, prénom, adresse et matricule de l'enfant bénéficiaire du dispositif chèque-service;
- c) le cas échéant indication de la tranche de revenu du ménage du demandeur servant à chiffrer les avantages découlant du bénéfice du dispositif chèque-service;
- d) la date d'expiration de la carte individuelle du dispositif chèque-service.

Le ministre a la faculté de sous-traiter les données sous a) à d) le tout en conformité avec les dispositions de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

(2) Toute personne, qui à quelque titre que ce soit, participe à la gestion ou à la tenue de la banque de données est tenue d'en respecter le caractère confidentiel. L'article 458 du Code Pénal lui est applicable.

(3) Les données à caractère financier citées à l'alinéa 2 sous c) ne peuvent être enregistrées qu'aux conditions suivantes:

- a) accord formel des parents ou représentants légaux;
- b) en vue de l'octroi d'une aide à caractère éducatif, social ou familial;
- c) par des fonctionnaires et employés mandatés à ces fins.

Art. 13. Notre ministre ayant dans ses attributions la Famille est chargé de l'exécution du présent règlement qui est publié au Mémorial.

La Ministre de la Famille
et de l'Intégration,
Marie-Josée Jacobs

Château de Berg, le 13 février 2009.
Henri

Annexe: Participation financière des parents
a) Tarif dans les maisons relais pour enfants, foyers de jour pour enfants, crèches, garderies et assistants parentaux

Catégorie de bénéficiaires	Rang enf.	Tarif chèque-service (max.)	Tarif socio-familial (max.)	Plein tarif (max.)	Repas princ.
Enfants exposés au risque pauvreté	1	0,50	–	7,50	Gratuit
	2	0,30	–	7,50	Gratuit
	3	0,15	–	7,50	Gratuit
	4 +	Gratuit	–	7,50	Gratuit
Revenu ménage < 1,5 x SSM	1	0,50	0,50	7,50	0,50
	2	0,30	0,30	7,50	0,50
	3	0,15	0,15	7,50	0,50
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	0,50
Revenu ménage < 2,0 x SSM	1	1,00	1,50	7,50	1,00
	2	0,70	1,10	7,50	1,00
	3	0,35	0,55	7,50	1,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	1,00
Revenu ménage < 2,5 x SSM	1	1,50	2,50	7,50	1,50
	2	1,10	1,80	7,50	1,50
	3	0,55	0,90	7,50	1,50
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	1,50
Revenu ménage < 3,0 x SSM	1	2,00	3,50	7,50	2,00
	2	1,50	2,60	7,50	2,00
	3	0,75	1,30	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00
Revenu ménage < 3,5 x SSM	1	2,50	4,50	7,50	2,00
	2	1,80	3,30	7,50	2,00
	3	0,90	1,65	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00
Revenu ménage < 4,0 x SSM	1	3,00	5,50	7,50	2,00
	2	2,20	4,10	7,50	2,00
	3	1,10	2,05	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00
Revenu ménage < 4,5 x SSM	1	3,00	6,50	7,50	2,00
	2	2,20	4,80	7,50	2,00
	3	1,10	2,40	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00
Revenu ménage \geq 4,5 x SSM	1	3,00	7,50	7,50	2,00
	2	2,20	5,60	7,50	2,00
	3	1,10	2,80	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00
Sans indication sur le revenu	1	3,00	7,50	7,50	2,00
	2	2,20	5,60	7,50	2,00
	3	1,10	2,80	7,50	2,00
	4 +	Gratuit	Gratuit	7,50	2,00

b) Tarifs dans les internats socio-familiaux

Catégorie de bénéficiaires Montant du revenu	Rang enf.	Tarifs convention
< 1,50 x SSM	1	1.482
	2	1.193
	3	967
	4 +	821
1,50 - < 1,75 x SSM	1	1.791
	2	1.433
	3	1.164
	4 +	985
1,75 - < 2,00 x SSM	1	2.199
	2	1.758
	3	1.428
	4 +	1.207
2,00 - < 2,25 x SSM	1	2.515
	2	2.013
	3	1.635
	4 +	1.384
2,25 - < 2,50 x SSM	1	2.905
	2	2.388
	3	1.415
	4 +	1.642
2,50 - < 2,75 x SSM	1	3.340
	2	2.719
	3	2.210
	4 +	1.870
2,75 - < 3,00 x SSM	1	3.460
	2	3.079
	3	2.502
	4 +	2.117
3,00 - < 3,25 x SSM	1	3.460
	2	3.433
	3	2.789
	4 +	2.360
3,25 - < 3,50 x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.125
	4 +	2.644
3,50 - < 3,75 x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.429
	4 +	2.900
3,75 - < 4,00 x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.460
	4 +	3.252
4,00 - < 4,25 x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.460
	4 +	3.460
4,25 - < 4,50 x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.460
	4 +	3.460
=> 4,50 plus x SSM	1	3.460
	2	3.460
	3	3.460
	4 +	3.460

Tarif chèque-service

Tous les enfants concernés:	réduction de 20%
Enfants bénéficiaires du revenu minimum garanti:	réduction de 50%
Autres enfants exposés au risque de pauvreté:	réduction de 33%

c) Activités de vacances

Le chèque-service accueil assure une prise en charge globale des frais d'inscription tels qu'ils sont annoncés préalablement par le prestataire et un maximum de 60 euros par jour.

d) Institutions d'enseignement musical dans le secteur communal, écoles de sport et services de formation informelle au niveau associatif

Les modalités sont définies en collaboration avec les prestataires et les ministres de tutelle respectifs.

e) Assistants parentaux

Le chèque-service accueil participe selon les modalités précisées ci-avant et pour autant que les frais d'inscription ne dépassent pas le montant de 3,5 euros par heure.
